

Décrochage, refus scolaire, harcèlement, éco-anxiété, souffrance identitaire, radicalisation, nouvelles expressions des troubles dépressifs et anxieux au sein des établissements scolaires... attestent le mal-être des jeunes aujourd'hui, à l'image du monde ambiant. Les adolescents ont crucialement besoin de perspectives pour grandir. Or l'insécurité planétaire actuelle, sur fond de crises multiples et de guerres, les précipite dans un vide de sens.

En s'appuyant sur les neurosciences, la sociologie, l'histoire et la philosophie, l'auteure propose une réflexion sur les grands enjeux auxquels le monde est confronté pour tenter de comprendre la marche de l'humanité. Son analyse amène tout professionnel et adulte à en saisir l'impact particulier sur les adolescents, compte tenu des remaniements à l'œuvre et des enjeux pubertaires. Des pistes se dessinent alors pour tenir notre place d'adultes, outiller les adolescents et retrouver espoir.

Le docteur Sophie Maes est pédopsychiatre et thérapeute de famille. Elle a dirigé pendant vingt-cinq ans l'Unité pour adolescents du centre hospitalier le Domaine-U.L.B. Elle a été le médecin fondateur de l'équipe mobile pédopsychiatrique du Brabant wallon et a participé à la création du centre de jour pour adolescents Pass@do de l'hôpital de Tubize. Elle est formatrice dans le cadre des certificats en clinique psychothérapeutique orientation infanto-juvénile de l'U.L.B.

yapaka.be

Coordination de la prévention  
de la maltraitance  
Secrétariat général  
Fédération Wallonie-Bruxelles  
de Belgique  
Bd Léopold II, 44 – 1080 Bruxelles  
yapaka@yapaka.be



## LES ADOLESCENTS À L'IMAGE DES BOULEVERSEMENTS DU MONDE

*Sophie Maes*

**Les adolescents à l'image  
des bouleversements  
du monde**

*Sophie Maes*

*Une collection de textes courts destinés aux professionnels en lien direct avec les familles. Une invitation à marquer une pause dans la course du quotidien, à partager des lectures en équipe, à prolonger la réflexion par d'autres textes. – 8 parutions par an.*

**Directrice de collection :** Claire-Anne Sevrin assistée de Diane Huppert ainsi que de Meggy Allo, Laurane Beaudelot, Philippe Dufromont, Audrey Heine et Habiba Mekrom.

## Le programme yapaka

Fruit de la collaboration entre plusieurs administrations de la Communauté française de Belgique (Administration générale de l'Enseignement, Administration générale de l'Aide à la Jeunesse, Administration générale des Maisons de Justice, Administration générale du Sport, Administration générale de la Culture et ONE), la collection « Temps d'Arrêt / Lectures » est un élément du programme de prévention de la maltraitance yapaka.be

**Comité de projets :** Alexandra Adriaenssens, Mathieu Blairon, Louise Cordemans, Olivier Courtin, Anne-Marie Dieu, Ingrid Godeau, Emilie Helman, Françoise Hoornaert, Philippe Massay, Claire Meersseman, Farah Merzguioui, Perrine Molter, Géraldine Poncelet, Nathalie Van Cauwenberghes, Françoise Verheyen.

**Comité directeur :** Alexandra Adriaenssens, Frédéric Delcor, Freddy Cabaroux, Quentin David, Valérie Devis, Annie Devos, Laurent Monniez, Yves Polomé

Suivez l'actualité de Yapaka sur les réseaux sociaux



*Une initiative de la Fédération Wallonie-Bruxelles de Belgique.*

Éditeur responsable : Frédéric Delcor – Fédération Wallonie-Bruxelles  
de Belgique – 44, boulevard Léopold II – 1080 Bruxelles.  
Janvier 2024

<b>Actualité de la souffrance des jeunes</b> .....	<b>7</b>
L'éco-anxiété .....	7
Le décrochage scolaire .....	8
L'omniprésence des écrans .....	9
Les troubles anxieux et dépressifs en milieu scolaire .....	12
Le harcèlement scolaire .....	14
La question du genre .....	16
La transidentité chez les mineurs .....	19
La radicalisation .....	27
<b>Un changement civilisationnel</b> .....	<b>29</b>
Neurosciences et gestion des émotions .....	33
Grands récits et organisations imaginaires .....	37
Le grand récit des Lumières .....	39
Le néolibéralisme comme nouveau grand récit .....	42
Néolibéralisme et éducation .....	44
Néolibéralisme et néo-civilisation .....	51
Vers un nouvel enseignement .....	56
<b>Bibliographie</b> .....	<b>62</b>

La récente pandémie du Covid-19 et les crises tant médicale, économique que psychosociale qui s'en sont suivies ont eu un impact plus particulièrement marqué sur la santé mentale des jeunes, la catégorie des 13-25 ans étant la plus fortement touchée dans nos pays occidentaux. Cela nous rappelle une fois de plus combien les adolescents sont sensibles, voire modelés, par le contexte environnemental et le discours social dans lequel ils évoluent.

Avant la pandémie, d'importants mouvements sociaux rassemblaient la jeunesse.

Les adolescents et les jeunes majeurs se mobilisaient en masse pour manifester en faveur du climat, ou militaient contre les violences policières et en faveur de la démocratie. La pandémie a mis un coup de frein à ces mouvements, qui peinent à renaître. Pourtant, ces engagements ont été fédérateurs pour une jeunesse en souffrance, lui apportant du sens, des pistes de solution, lui permettant de sortir des sentiments d'impuissance, de solitude et de manque de perspectives face à un avenir annoncé comme apocalyptique. Il est d'ailleurs remarquable que ce soient les jeunes qui descendent dans la rue, non pour manifester en faveur de leur pouvoir d'achat comme le font les adultes, mais pour des enjeux sociétaux tels que le climat et la démocratie. Bien sûr, les jeunes ne sont pas autant confrontés aux questions liées au pouvoir d'achat que leurs parents, mais ils dérangent, car ils confrontent les adultes que nous sommes aux valeurs essentielles que nous prônons, d'une part, et que nos systèmes politique et économique transgressent, d'autre part.

# Actualité de la souffrance des jeunes

## L'éco-anxiété

Avant la pandémie, il était déjà question d'un phénomène d'éco-anxiété particulièrement présent chez les moins de 30 ans. La pandémie a renforcé l'impression d'une perte de contrôle et d'une dégradation inexorable de notre environnement. Nombre de médias ont relayé les thèses mettant en avant les activités humaines comme responsables de l'émergence du virus et de sa propagation : ont été dénoncées la dégradation du biotope, l'exploitation déréglée de la faune et de la flore, la mondialisation du marché, l'ouverture des frontières et l'accélération des moyens de déplacement et de transport. Toutes les grandes organisations mondiales, telles que l'ONU, l'ONE, le GIEC, l'OCDE entre autres, anticipent les futures catastrophes écologiques, climatiques, environnementales, migratoires et sanitaires, sans qu'aucune organisation gouvernementale ne donne véritablement le sentiment qu'il soit possible d'éviter ces événements à venir. Or l'usage de la notion d'éco-anxiété ne rend pas compte de l'origine sociétale de ce nouveau mal-être, car il donne à penser que ce sont les éco-anxieux qui présentent une pathologie et nécessitent donc des soins. Il conviendrait plutôt de parler d'éco-réalisme pour évoquer cette nouvelle souffrance collective face à la dégradation annoncée du climat, et de ne pas limiter la notion de pathologie aux quelques personnes qui en développent des états anxieux et dépressifs, sévères et invalidants.

Il n'est en revanche pas pathologique, mais pourtant très significatif, d'assister à une forte augmentation du nombre de jeunes qui désirent ne pas avoir d'enfant comme projet futur, étant donné l'insécurité ressentie face à l'évolution du monde, sur le plan climatique, mais également économique et politique. Ce qui ne les empêche pas de militer pour un monde meilleur, dans

une démarche très responsable, tant sur le plan individuel que sur le plan collectif.

Dans un monde où l'individualisme semble la règle, les jeunes nous démontrent qu'ils sont capables de prendre des décisions très responsables dans des choix de vie personnels, prêts à sacrifier leur parentalité potentielle, tout en étant très engagés dans les enjeux de société en matière de survie de l'humanité. Nombre d'entre eux pensent qu'ils ne profiteront pas du confort de vie dont ont bénéficié les générations qui les ont précédés, et que la décroissance sera, pour l'ensemble de l'humanité, un choix vital auquel ils n'échapperont pas. Ils tentent de s'y préparer psychologiquement, mais sont confrontés à une dynamique et un discours social contradictoires qui participent à leur confusion, à leur perte d'espoir et à leur anxiété.

### **Le décrochage scolaire**

La société, l'école, le monde politique n'apportent aucune réponse qui soit en phase avec les catastrophes annoncées par les experts : il est attendu des jeunes qu'ils continuent un parcours de vie classique en allant à l'école, pour y suivre des programmes scolaires traditionnels, afin d'obtenir un diplôme classique, et ainsi trouver leur place dans le social au même titre et selon la même trajectoire que les générations précédentes. Les élèves et les étudiants ne sont pas dupes : l'école est devenue une valeur refuge face à trop d'incertitudes et à l'absence de réponse, mais elle ne fait hélas plus sens comme avant.

Par le passé, l'acquisition d'un diplôme comportait en soi une promesse de réussite et de sécurité de vie. Il y a à peine deux générations, le récit social dominant promettait, à l'issue des efforts d'études et des sacrifices à faire pour l'obtention d'un diplôme, un emploi stable, des revenus suffisants, une sécurité financière permettant de payer un logement, de fonder une famille et d'assurer un avenir à ses enfants. La génération suivante a été confrontée à l'installation durable de la crise économique en Europe, avec le développement du chômage, des délocalisations et des fermetures d'entreprises, le début

de la paupérisation de la classe moyenne, la difficulté pour un jeune de trouver un emploi, un logement, une place dans le social malgré l'obtention de son diplôme.

Aujourd'hui, plus aucune promesse sociale ne tient, mais l'école continue à se considérer comme incontournable, indiscutable, allant de soi, sans adaptation aux réalités du monde d'aujourd'hui, avec un programme scolaire immuable, soutenue par des valeurs qui ne sont plus en lien avec le réel.

Avant la crise du Covid, les taux de décrochage scolaire avaient déjà commencé à augmenter significativement. Après la pandémie, élèves et professeurs quittent l'école. Bien qu'ils ne soient pas renseignés par les instances publiques, les taux d'absentéisme n'ont jamais été aussi importants. L'école ne fait plus sens : la promesse qui était tenue par le social et qui soutenait la valeur de l'enseignement est affaiblie, et l'école ne s'est pas réinventée pour s'adapter aux enjeux de notre actualité. Seule l'obligation scolaire est encore brandie par les instances sociales en charge de son respect, sans effet face à l'ampleur du phénomène.

### **L'omniprésence des écrans**

La consommation des écrans et réseaux sociaux est également une nouvelle problématique rencontrée chez les jeunes et chez les nouveaux parents connectés.

L'usage des écrans comme nounou s'est imposé dans notre mode éducatif malgré les interpellations lancées par les professionnels de la petite enfance et de la santé mentale depuis des dizaines d'années. Les parents ont du mal à se passer de ces écrans-nounous. Plus encore que l'usage de la télévision, l'usage de l'écran mobile, transportable dans toutes les pièces à vivre, en extérieur, au restaurant, au parc, chez les amis, s'est imposé comme amuseur portatif, diminuant chez l'enfant le nombre des interactions sociales qui le construisent. Ce phénomène s'est généralisé à toutes les catégories d'âge, il touche les couples sans plus de tête-à-tête lors des sorties, les familles sans échange lors des repas, et les jeunes parents sans jeux avec leurs jeunes enfants.

Ceci a un impact sur le développement psychomoteur des petits, qui ont moins d'échanges relationnels avec leur entourage, et, par conséquent, moins de temps d'apprentissage de la socialisation. Ce manque d'entraînement dans la relation à soi et à l'autre a un impact direct sur la difficulté ultérieure que ces enfants présentent dans la gestion de leurs émotions, de leur frustration, dans le développement de leur intelligence émotionnelle et de leur capacité d'empathie, dans leurs capacités d'interaction avec l'autre, dans leur rapport à l'ennui, la créativité et l'autonomie. C'est le lien à soi et à l'autre qui ne se développe pas, et qui est remplacé par une consommation addictive de stimulations visuelles vides de sens.

Les adolescents sont plus ciblés encore par ces nouvelles technologies. Les réseaux sociaux ont adopté les règles spécifiques à la dynamique propre aux groupes d'adolescents. Ils y sont parfaitement adaptés et en deviennent particulièrement attractifs : ils permettent ainsi de partager son intimité à distance, caché derrière l'écran, de chercher la validation et la reconnaissance par ses pairs, de donner de l'importance à une image qu'il faut réappropriiser à l'adolescence, de mesurer son incidence sociale et sa popularité, de rechercher un groupe d'appartenance, de s'entraîner à la régulation des relations aux autres, d'approcher l'autre sans se dévoiler tout à fait en ayant le sentiment de pouvoir contrôler une image qui s'échappe à la puberté, de trouver des stimulations intenses et répétées dont les adolescents sont très friands. Or le discours social demande aux jeunes de gérer l'usage de ces réseaux sans que le monde adulte assume suffisamment leur encadrement. Les lois du marché sont telles que les jeunes sont bombardés de produits technologiques faits sur mesure et conçus pour qu'ils en deviennent addicts, mais il leur est demandé d'en avoir un usage raisonné, car le monde adulte n'arrive pas à les en protéger. Les jeunes sont ainsi abandonnés, comme nous tous, aux lois du marché et de son offre sans règle ni limites.

Cette situation s'est encore accentuée pendant la pandémie et ses mesures de confinement. Les parents

télétravaillaient, les cours se donnaient sur PC, les adolescents étaient confinés dans leur chambre avec comme seule fenêtre sur le monde l'usage des écrans, des réseaux sociaux et des jeux en ligne. Cela a aidé la majorité d'entre eux à faire face à leur isolement forcé, mais certains parmi ceux-ci n'arrivent pas aujourd'hui à quitter ce refuge virtuel et parfois addictif. Ils sont souvent en décrochage scolaire, décalés dans leur rythme circadien, en conflit avec leur famille, limités socialement au seul contact avec les autres joueurs en ligne. Quitter le monde virtuel est d'autant plus difficile qu'ils y sont valorisés s'ils y ont développé des compétences de stratégie et de jeu, tandis qu'ils sont en échec scolaire, isolés ou en conflit dans le monde réel.

Chez d'autres jeunes, la forte augmentation des troubles et des situations de souffrance mentale à l'issue de la pandémie a démontré qu'une socialisation limitée aux écrans ne convient pas, contrairement aux présupposés adultes. Les adolescents, considérés comme passant trop de temps sur les écrans, ont été très critiqués par la génération précédente, qui elle-même se voyait critiquée pour le temps passé au téléphone par une génération dont on critiquait le temps passé dans les livres, surtout si le lecteur était une lectrice à la génération encore antérieure. Mais, au-delà des conflits de génération, et des *a priori* propres à chacune d'elles, la pandémie et le confinement ont confirmé le besoin de la grande majorité des jeunes de nourrir des relations aux autres dans la vie réelle, quitte à la poursuivre sur les réseaux sociaux. Les nouvelles technologies ne pallient pas le besoin de se voir, de se toucher, de s'enlacer. Il suffit d'ailleurs d'observer un groupe de jeunes en rue et de relever la fréquence avec laquelle leurs corps se frôlent, se touchent et se rencontrent pour se rendre compte combien ce corps-à-corps leur est naturellement indispensable. Cette proximité physique vient compenser à l'adolescence la distance qui doit être prise avec le parent et toute image parentale associée, à savoir tout adulte. Les enjeux œdipiens empêchent dorénavant les adolescents de s'approcher physiquement, et psychologiquement, de leurs parents, cette proximité se révélant trop « chaude »

sexuellement : une adolescente de 15 ans ne monte plus sur les genoux de son père comme quand elle en avait 5. Cette prise de distance imposée et le manque, voire l'angoisse, qui y sont associés, se compensent entre pairs. Le confinement et les mesures sanitaires ont isolé les jeunes les uns des autres à un âge où cette proximité est indispensable et où les liens ne cessent de se défaire et de se reconstruire. Nombre de jeunes ont vécu des disputes, des séparations, des changements de lieux de vie ou d'école, et n'ont pas eu la possibilité de voir suffisamment leurs amis ou de se reconstituer un nouveau groupe social, entraînant de nombreuses souffrances psychiques encore présentes actuellement.

### **Les troubles anxieux et dépressifs en milieu scolaire**

Par ailleurs, comme le démontrent de nombreuses études, les troubles anxieux et dépressifs sont de plus en plus fréquents au sein de la jeunesse et cette tendance s'accroît depuis plusieurs années. Ce phénomène existait déjà avant la pandémie, qui l'a encore amplifié récemment. Les traitements psychotropes donnés aux mineurs ne cessent d'augmenter en nombre, atteignant aujourd'hui des niveaux record.

Nous assistons aujourd'hui à une nouvelle expression de cette souffrance : le déplacement de la symptomatologie de la sphère privée à la sphère scolaire. Auparavant, c'étaient les proches qui remarquaient la souffrance psychique chez un jeune et s'en inquiétaient. Maintenant, les manifestations anxieuses et dépressives, les crises de panique, les scarifications, voire les passages à l'acte suicidaire, se manifestent bien plus souvent en milieu scolaire, et ce, depuis la fin de la pandémie. Les cours ont repris durant l'année scolaire 2022-2023 sans aménagement spécifique ni prévention. Or l'école a été durant la pandémie un lieu de stigmatisation, d'insécurité, de contrôle social, avec des mesures sanitaires appliquées souvent de manière trop coercitive. Elle est ainsi devenue un lieu anxiogène, voire de souffrance pour nombre d'élèves et de professeurs. Nous n'avons pas mesuré l'impact des mesures sanitaires, des cours en distanciel, du maintien de la pression scolaire sur

les apprentissages, sur les enseignants et les élèves. Nous en mesurons actuellement les conséquences entre autres à l'école. Or l'absentéisme chez les professeurs, les démissions d'enseignants, le décrochage scolaire n'ont jamais été aussi importants. Les chiffres manquent de précision et ne permettent pas de faire la distinction entre des élèves cumulant plus de neuf jours d'absence non justifiée, des jeunes présents mais langués par la matière et n'arrivant plus à suivre les cours, des jeunes sous certificat médical prolongé, des jeunes sans inscription scolaire et en errance. Les directions et les enseignants sont aujourd'hui dépassés face à l'ampleur du phénomène, les parents sont perdus, et les politiques muets. Les mesures tardent à venir et ne se limitent pour le moment qu'à des réponses curatives individuelles : les élèves en souffrance sont envoyés chez les psys, dans des services d'accrochages scolaire et autres services d'aide spécialisée, tous débordés. Il n'y a pas de solution pour tous. De plus, l'analyse du phénomène n'est pas entreprise. Pendant la pandémie, il a été demandé aux élèves de rester chez eux. Alors que la moindre absence a toujours été considérée comme grave, transgressive, même lorsque l'élève était sous certificat médical, du jour au lendemain, la priorité accordée à l'école a été balayée.

Décalée par rapport aux enjeux mondiaux actuels, ne se soutenant plus que de l'obligation scolaire, n'apportant plus de sens ni de perspective, l'école est en faillite alors que son rôle n'a jamais été aussi important. Elle est le lieu du vivre ensemble que tous les jeunes fréquentent. S'il est un lieu qui peut préparer à la vie sociale, à l'ouverture à l'autre, au débat démocratique, à la confrontation aux autres opinions, aux autres référents culturels et modes de pensée, c'est bien l'école.

La famille ne peut qu'entamer ce travail de socialisation, et elle n'offre pas la diversité de pensées et de valeurs qui se retrouve dans la société. La famille offre une base sécurisée, en général relativement homogène, structurée par une culture familiale partagée par ses membres. Des divergences d'esprit, des habitudes différentes, voire des oppositions peuvent s'y croiser bien sûr, mais

elles sont loin de représenter la diversité culturelle que le jeune fréquentera dans la société. L'école est le lieu de la rencontre avec l'altérité culturelle et sociale, mais n'a pas les moyens et ne se donne pas suffisamment la mission de former les jeunes au vivre ensemble en tant que citoyens. Il ne suffit pas de déclarer un pourcentage minimal de mixité sociale au sein des établissements scolaires ni de créer un petit cours de citoyenneté pour résoudre la fracture sociale. Les adultes mettent les jeunes en situation de devoir résoudre seuls et sans outil des difficultés qu'eux-mêmes n'arrivent pas à dépasser. Cela ne fonctionne pas et participe au développement du harcèlement scolaire, de plus en plus fréquent, une des principales sources d'échec, de décrochage scolaire et de souffrance psychique actuelle.

### **Le harcèlement scolaire**

Il est en effet de plus en plus fréquent de relever la présence de harcèlement scolaire passé ou actuel chez les jeunes qui sont en souffrance psychique et qui viennent consulter un psychothérapeute. Bien que cette thématique soit de plus en plus souvent abordée dans les médias et connue de tous, les mesures de prévention et d'accompagnement tardent ou peinent à s'imposer en milieu scolaire. De nombreux rapports et études, dont celui du Dr Catheline, concluent depuis plus de dix ans en la responsabilité des adultes présents en milieu scolaire face au phénomène du harcèlement. En effet, les jeunes sont regroupés par les écoles dans des groupes-classes, sans s'être choisis. Ces classes vont spontanément développer une dynamique de groupe, potentiellement très puissante et très impactante pour les élèves. Dans tout groupe humain, des effets de rejet, de stigmatisation, d'exclusion, d'humiliation et de harcèlement sont potentiellement présents. Il appartient aux adultes qui portent la responsabilité de ce regroupement d'encadrer ces classes et de veiller à ce que la dynamique entre les élèves soit de nature respectueuse et épanouissante.

Cet encadrement est d'autant plus important que l'école est organisée encore trop souvent autour des seuls

résultats scolaires, avec une forme de compétition encouragée entre les élèves. Il est encore trop fréquent de voir les travaux et bulletins distribués aux élèves en allant du meilleur au plus bas résultat, cela étant accompagné de diverses remarques exprimées devant tous. La pédagogie actuelle, à l'instar de la culture ambiante de performance, passe trop souvent par des comparaisons, des critiques ciblées de la part des professeurs vis-à-vis des élèves les plus faibles, voire des humiliations. La pédagogie par l'humiliation entraîne non seulement les effets contraires à ceux qui pourraient être recherchés : l'élève ne va pas se « réveiller » et travailler plus, mais va, au contraire, perdre confiance en lui, développer un sentiment de persécution et rejeter en bloc les adultes de référence et leurs apprentissages. Le discours humiliant a aussi un effet sur la dynamique du groupe-classe, l'adulte de référence exemplifiant un modèle de rapport à l'autre basé sur la compétition et l'avalissement du plus fragile, ce que les élèves reproduisent dans le harcèlement.

La dynamique de groupe entre jeunes est d'autant plus puissante qu'à l'adolescence, à la suite de la prise de distance par rapport aux figures parentales, le groupe de pairs prend le relais comme support identificatoire. Il devient primordial de mesurer sa place dans le groupe, son degré d'appartenance et de différenciation. L'appréciation dont un adolescent fait l'objet participe à la construction de son narcissisme, mis à mal par les transformations du corps et de la psyché. Être victime de harcèlement en tant qu'enfant ou adolescent a des répercussions plus marquées encore qu'à l'âge adulte. L'étude réalisée par le Dr Catheline démontre qu'un harcèlement scolaire de trois, quatre mois chez un adolescent entraînera une souffrance psychique comparable à un harcèlement professionnel de deux-trois ans chez l'adulte. Il est erroné de penser que le jeune âge protège : c'est l'inverse.

Les nouvelles technologies et l'existence des réseaux sociaux amplifient encore le phénomène. Le harcèlement ne s'arrête plus à la porte de l'école, mais se poursuit inlassablement. Le jeune n'a plus aucun répit, et même

un changement d'établissement scolaire, qui n'est souvent qu'une fausse bonne solution, ne permet pas toujours à l'élève d'échapper à la poursuite du harcèlement dans sa nouvelle école. Cette amplification du harcèlement sur les réseaux sociaux est trop fréquemment utilisée comme prétexte par les directions d'école pour se soustraire à leur responsabilité. C'est oublier que les réseaux sociaux ne se font que l'écho d'une dynamique de groupe qui a commencé à l'école, et ne pourra se résoudre qu'en travaillant avec le groupe-classe.

Bien que le harcèlement scolaire existe aujourd'hui dans le discours social, il n'est présent qu'à titre de buzz : les médias s'en émeuvent quand il a conduit au suicide d'un élève, mais les mesures de prévention et d'accompagnement ne suivent pas suffisamment en Belgique. Pourtant, des outils existent, ils ont fait leur preuve, les mettre en œuvre relève de notre responsabilité collective d'adultes. Nombre d'élèves et de parents se retrouvent encore trop souvent face à une école qui démissionne à la suite d'une situation de harcèlement.

Les jeunes ne sont pas dupes de cet état de fait, et la souffrance liée au harcèlement scolaire entraîne une perte de confiance dans le système éducatif, mais également dans la société dans son ensemble. Si, au travers de l'école, notre structure sociale se montre, d'une part, extrêmement exigeante en termes de rentabilité et d'efforts d'étude, sans garantir ni protection, ni justice, ni avenir aux élèves qui sont soumis à l'obligation de la fréquenter, le discours social s'apparente au chacun pour soi, à la loi du plus fort, et fait en définitive la lie des discours populistes, mettant en danger nos démocraties.

### **La question du genre**

L'école n'apportant pas d'outil pour comprendre le monde actuel et ses dérives, le modèle social ne faisant pas place aux jeunes, tant dans le discours que dans les perspectives futures, les jeunes ne font plus confiance en l'univers des adultes et se tournent vers le Net pour y trouver des informations, mais également des réponses et des solutions. Guidés par les algorithmes, ils seront rapidement canalisés vers les sites qui valident leurs

croyances, quelles qu'elles soient. C'est ainsi que toutes les formes de radicalisation et de passages à l'acte trouveront des sites qui les valident comme étant la solution idéalisée à toutes les souffrances.

Or, quand un adolescent traverse difficilement la puberté et les enjeux œdipiens qui en découlent, quand il fait face à trop de souffrance, et particulièrement quand ses souffrances sont liées à des traumatismes corporels, sa tendance est grande de tenter de reprendre la maîtrise de sa vie au travers de ce corps qui se transforme. Quand la vie vous échappe, qu'elle ne fait plus sens, que vous vous sentez impuissant, la tentation est forte de déplacer cette souffrance sur soi-même afin de mieux la contrôler. La symptomatologie adolescente passe souvent par une réappropriation corporelle, de la plus légère à la plus violente : maquillages et colorations capillaires originaux, tatouages et piercings, transformations corporelles et chirurgie plastique sauvage, scarifications, troubles alimentaires, conduites sexuelles désinhibées, tentatives de suicide et autres comportements de mise en danger. Les modes d'emploi sont disponibles sur Internet et certaines pratiques encouragées et présentées comme étant la solution à tout problème.

Il est ainsi un nouveau phénomène qui explose chez les adolescents depuis quelques années : la question du genre, et son corollaire, l'identité transgenre. Pourtant, ces deux manifestations sont extrêmement différentes. Elles procèdent toutes deux de la question du genre, mais l'une questionne la relation aux autres et à la norme culturelle, l'autre questionne la relation à soi et au réel.

La question du genre concerne les modalités relationnelles au sein de notre culture. Quelles sont les tâches culturellement attribuées aux hommes et aux femmes ? Quelles sont les attitudes attendues de chaque sexe, quelles sont les compétences et incompétences supposées chez chacun selon son genre ? La question du genre a été amplifiée par la nouvelle vague féministe à la suite de l'affaire *Weinstein*, le lancement du mouvement #MeToo, #Balancetonporc ou, plus récemment, #Balancetonbar. Elle se retrouve dans l'écriture inclusive,

les débats sur le cloisonnement dans les magasins entre les articles pour femmes et hommes, filles ou garçons, en matière de vêtements, de jouets, de produits d'hygiène. Le mouvement féministe reprend vigueur et pointe tous les progrès qui restent à faire pour obtenir l'égalité entre hommes et femmes. Les différences de traitement social, de salaire, le harcèlement de rue et les violences faites aux femmes sont dénoncés. Les jeunes militent sur le droit d'échapper à ce diktat du genre : ils veulent pouvoir s'habiller, se comporter, choisir leurs études et leurs activités indépendamment de ce que le modèle patriarcal leur impose. Filles et garçons y participent, car les garçons aussi s'essaient, voire militent, pour pouvoir plus librement exprimer leur sensibilité, jouer avec les codes, se maquiller ou s'habiller comme ils l'entendent.

Le choix du partenaire sexuel et de sa sexualité est également questionné dans ce mouvement. Les mouvements gay, lesbiens et bi ont bien avancé dans notre société, même s'il faut encore déplorer des faits relevant de l'homophobie. Mais les jeunes questionnent ce nouveau cloisonnement et se revendiquent d'échapper à toute catégorie qui enferme ou limite leurs choix identitaires. C'est ainsi que les lettres attribuées au mouvement LGBT se sont vues multipliées et complétées en définitive de ce +, synonyme de cette infinité de choix revendiquée.

Le propre des adolescents est de remettre en question les règles qui leur ont été présentées par leurs parents, et par la société dans son ensemble, au travers des adultes qui la composent. Ils n'acceptent plus de se plier aux attentes pour faire plaisir à leurs parents, les enjeux œdipiens sont à l'œuvre. La règle ne sera acceptable que si elle fait sens pour eux après l'avoir testée, mise en tension et finalement introjectée. Ils revendiquent donc de pouvoir se tester avant de choisir, d'explorer leur part de masculinité et de féminité sans tabou, d'explorer leur sexualité et le choix de leur partenaire, d'explorer les injonctions culturelles en matière d'attribution de droits et de devoirs en fonction du genre. Extrêmement sensibles aux questions sociales qui traversent leur environnement, les adolescents se sont bien entendu saisis

de la question du genre pour la mettre en scène à leur tour, et militer par la même occasion pour un monde plus juste et plus équitable.

### **La transidentité chez les mineurs**

Dans la foulée est apparu le phénomène lié à la transidentité. Nous assistons à une forte augmentation d'adolescents se disant transgenres, avec une croissance entre 1.000 % et 4.000 % des déclarations ces dix, quinze dernières années. Il est de plus en plus fréquent de rencontrer des adolescents qui se définissent d'un autre genre que celui que la nature leur a assigné, et qui demandent à être reconnus comme tels. L'enjeu dépasse cette fois largement le questionnement du discours social sur le genre et ses assignations culturelles. Il s'agit pour le jeune de remettre en question la réalité de son corps et sa biologie dans le cadre d'un profond questionnement identitaire.

Auparavant, les dysphories de genre se rencontraient principalement chez de très jeunes enfants, exprimant leur transidentité dès l'âge de 5-6 ans, majoritairement chez les garçons se sentant filles, plus rarement des filles se sentant garçons. La prise en charge médicale de la transition, lorsque l'indication est bien posée, permet à ces hommes devenus femmes, et ces femmes devenues hommes, d'accéder à un réel épanouissement qui valide leur choix et leur permet à terme d'être en accord avec eux-mêmes.

Le phénomène actuel est différent en fréquence, mais également en nature : les jeunes se déclarant transgenres sont maintenant majoritairement des filles, qui ne le manifestent qu'à l'adolescence. Parmi ces jeunes filles s'en trouvent beaucoup qui souffrent d'un corps qui a été l'objet d'humiliation, de stigmatisation sociale, voire d'agression sexuelle. Elles disent souvent avoir pris conscience de leur transidentité après avoir consulté des sites web. Elles en concluent que leur souffrance est liée à une transidentité émergente, et de penser pouvoir remédier à tous leurs problèmes en entamant leur transition.

La souffrance qui accompagne ce questionnement et cette revendication est toujours extrêmement importante et doit pouvoir être entendue, comme pour toute souffrance adolescente. Elle mérite d'être accompagnée dans l'écoute et la bienveillance, loin des réactions de jugement qu'elle provoque encore très souvent. Comme dans d'autres manifestations adolescentes, le discours que tient alors l'adolescent bouscule souvent très fortement sa famille, son entourage, tous les repères sont remis en question. Il sera néanmoins capital de ne pas conclure trop hâtivement dans un sens ou dans un autre, et de permettre à l'adolescent de traverser son questionnement identitaire, très légitime à cet âge, en lui apportant le soutien et la sécurité dont il a besoin.

Or la pression sociale est massive aujourd'hui, tant la question est polémique. Les adolescents qui se déclarent trans sont face au double risque de se voir rejetés, d'une part, mais également de tomber sous l'influence des réseaux sociaux, très actifs, d'autre part. Comment leur garantir une liberté de choix et de réflexion dans un contexte social aussi clivant ? D'autant plus que leurs choix portent maintenant à conséquence.

Un jeune mineur peut aujourd'hui, avec l'accord de ses parents, demander, sur simple déclaration, de changer de prénom genré dès l'âge de 12 ans, et d'identité genrée sur les documents d'identité dès l'âge de 16 ans. Les écoles et autres structures sociales sont tenues d'identifier le jeune sous cette nouvelle appellation. C'est ce qu'on appelle la transition sociale.

Lors de la demande de transition sociale, et de changement de genre sur ses papiers d'identité, une attestation médicale pédopsychiatrique est demandée pour introduire la demande, mais celle-ci ne concerne que l'évaluation du « choix du jeune, libre et conscient ». Cela signifie que la loi ne questionne pas les raisons sous-jacentes à ce choix. La loi demande au médecin de vérifier si le jeune décide en pleine conscience des conséquences de son choix, et en toute liberté. Que faire du phénomène d'emprise par les réseaux sociaux et d'un état de maturité psychique tel qu'à 16, voire

12 ans, il ne permet pas un positionnement de type adulte ? On sait pourtant combien les réseaux sociaux peuvent influencer les internautes, et que la maturation psychique n'est complète qu'à l'âge de 25 ans.

Les traitements de transitions sont devenus bien plus accessibles et c'est un progrès indéniable pour les adultes transgenres. Ils sont remboursés et pris en charge par la sécurité sociale. Mais ils sont aussi devenus accessibles aux mineurs. Ainsi, des bloqueurs hormonaux (médicaments qui inhibent l'action des hormones sexuelles) sont disponibles avant et pendant la puberté, de même que des hormones croisées (hormones sexuelles de l'autre genre que le sexe biologique). Ces traitements ont des effets irréversibles, tels que la mue de la voix. Des interventions chirurgicales sont également pratiquées sur des mineurs en Belgique, telle la mastectomie. Il est donc essentiel de pouvoir se garantir la bonne indication de tels traitements et de permettre aux médecins et psychologues de questionner et de comprendre les enjeux sous-jacents à la demande de transition portée par un mineur.

Il est vrai que laisser la puberté s'installer entraîne le développement des caractères sexuels secondaires et nécessite, une fois traversée, plus de traitements dans le cadre d'une transition. La tentation est grande pour les transgenres adultes, qui ont dû soutenir un parcours médical ardu, de permettre aux plus jeunes d'entre eux d'y échapper grâce aux bloqueurs hormonaux avant la puberté. Leur combat pour plus de tolérance et d'acceptation sociale a porté, mais débouche sur des lois qui ne tiennent pas compte du développement psychique de l'adolescent ni de l'environnement technologique et sociétal actuel auquel les jeunes d'aujourd'hui doivent faire face sans grande protection.

D'une part le passage par la puberté participe au développement de la psyché. Les bloqueurs hormonaux ne sont pas neutres, ils ne permettent pas de différer le choix et de se mettre sur pause en attendant de grandir et d'acquérir la maturité nécessaire afin de pouvoir poser un choix définitif. Ils exercent une influence sur le

psychisme et les émotions. L'adolescent qui en prend continue donc de se développer sous leur influence au lieu d'être sous l'influence de sa puberté naturelle, et le choix qu'il posera en sera éventuellement modifié. En prescrire est donc loin d'être anodin.

D'autre part, les jeunes sont aujourd'hui sous l'influence plus ou moins grande des réseaux sociaux et des informations qui circulent sur le Net. Cette influence est parfois loin d'être négligeable et peut également modifier leur discours et leurs choix.

De plus en plus de jeunes détransitionneurs s'expriment à leur tour aujourd'hui, estimant que la société ne les a pas protégés de l'influence, entre autres, de ces réseaux sociaux. Ils estiment avoir pu prendre des décisions trop jeunes, alors qu'ils n'étaient psychologiquement pas mûrs. Ils estiment que la transition sociale n'est pas anodine, car il est extrêmement difficile de revenir en arrière une fois la nouvelle identité de genre acquise, à cause de la pression sociale. Ils dénoncent également l'influence de cette pression sociale qui les condamne massivement quand ils renoncent à la poursuite de leur transition. Celle-ci se révèle avec le temps être une recherche de solution à un mal-être qui n'était pas en lien avec leur identité de genre, mais qui a conduit à des modifications corporelles irréversibles et regrettables.

Malheureusement, les nouvelles propositions de loi en matière de lutte contre les pratiques abusivement nommées « thérapies de conversion » induisent de la confusion et des effets délétères. Les techniques de conversion sont extrêmement rares en Belgique. Ce terme reprend des méthodes de contrainte psychique violentes, maltraitantes, abusives, tenant de la torture physique et mentale, afin de contraindre l'individu à renier son homosexualité ou son identité transgenre pour revenir dans une « norme » patriarcale ou religieuse traditionnelle. Ces pratiques ne sont en rien apparentées aux psychothérapies établies et reconnues dans nos pays et ne devraient pas être nommées « thérapies ». Cette confusion des termes entraîne malheureusement une méfiance, voire une condamnation des prises en charge

psychothérapeutiques des adolescents en quête d'identité de genre. Pourtant, le but de ces prises en charge est de veiller à ce que le jeune puisse comprendre sa démarche dans toutes ses composantes, notamment inconscientes, par un travail d'élaboration. Il ne s'agit nullement de juger ou de contraindre, mais d'éclairer. Il est essentiel de permettre à ce travail psychique de se faire et d'autoriser les psychothérapeutes et les pédopsychiatres de soutenir leur pratique en la reconnaissant dans les textes de loi, nuance qui manque aujourd'hui et expose ainsi les professionnels à des accusations précipitées et abusives.

Par ailleurs, la vie de l'adolescent s'inscrit obligatoirement bien plus dans le collectif que celle de l'adulte. Lorsque le jeune se déclare transgenre, il est confronté à une réalité bien différente de celle des aînés. Il ne peut échapper à l'école, aux activités parascolaires, ni à ses propres besoins de socialisation. Les adolescents se construisent les uns avec les autres, la vie collective est indispensable à leur développement. Ils ne peuvent vivre isolés et mener leur vie comme ils l'entendent en reniant leur famille et leur entourage et s'en porter bien, contrairement à ce que certains adultes se revendiquent comme mode de vie. Or, dans le discours social porté par les militants de la cause transgenre, le collectif n'est que partiellement pris en considération : il est attendu des proches et de l'ensemble de la structure sociale de s'adapter à la situation, quitte à permettre au jeune transgenre de bénéficier de conditions exceptionnelles quand la vie collective ne lui correspond pas : lors de l'attribution des chambres en voyage scolaire ou en camp scout, lors de la gestion de douches collectives en salle de sport, lors de l'affectation des lits en milieu hospitalier, lors de l'usage de toilettes publiques, etc. Que dire aux parents de la chambrée de jeunes filles d'un camp scout quand un jeune homme qui se dit transgenre y revendique sa place ? Chez les mineurs, la responsabilité incombe aux parents et aux adultes référents. Les enjeux collectifs ne peuvent être négligés. Le jeune sera d'ailleurs lui-même confronté à la réaction de son entourage, qui ne sera pas toujours

ouvert et bienveillant, particulièrement s'il exprime son questionnement de genre de manière agressive et militante. Comment peut-il être accueilli chaleureusement par les filles de sa classe s'il se présente en annonçant qu'il est insupportable d'être justement une fille ? Sans parler de la difficulté de nouer des relations amoureuses. Revendiquer de son crush qu'il accepte le genre proclamé sans avoir droit à son propre ressenti sous peine d'être accusé d'être transphobe ne marche pas... Le discours militant extrême n'aide pas l'intégration sociale du jeune si celui-ci se l'approprié et ne s'en distancie pas suffisamment, ce qui est malheureusement fréquent. Le discours social doit être adapté quand il concerne un adolescent en questionnement sur son identité de genre, il doit pouvoir se faire extrêmement nuancé et prudent et ne peut se contenter d'être une transposition des revendications portées par des adultes.

Il est normal que les adolescents se posent des questions sur eux-mêmes et cherchent à se définir au-delà des prescrits familiaux, sociaux et culturels. Se poser des questions sur soi est un cheminement qui peut passer à l'adolescence par des certitudes fortes, par des engouements, des passions, des combats qui paraissent devoir durer éternellement et qui s'avèrent passagers avec le temps. Cela n'enlève rien à l'importance de ses certitudes pour un jeune, à un âge où on peut mourir pour ses idées et ses engagements.

En tant qu'adultes, nous avons le devoir de permettre à un adolescent de pouvoir vivre ses idéaux et questionner ses identités en sécurité, c'est-à-dire sans poser d'acte majeur et irréversible, ni entrer dans des conflits destructeurs de liens, pour lui donner la possibilité de changer d'avis, même s'il revendique le contraire. Il est essentiel de respecter ce temps de construction identitaire, temps des certitudes éphémères et des passions temporaires.

Il existe une frontière entre la sexualité enfantine, juvénile et adulte. Il est essentiel de veiller à ce que ces différentes formes de sexualité ne se mélangent pas. Les besoins de l'enfant, de l'adolescent et de l'adulte sont différents, et ne peuvent s'accorder. La sexualité

est évolutive et influence le rapport à soi et le rapport à l'autre, au travers des expériences de vie intime. Il n'est pas possible à un adolescent qui entre dans la puberté de se définir comme le fait un adulte. La connaissance de soi et de son rapport aux autres se construit tout au long de cette puberté, qui influence nos pensées, nos désirs, nos goûts, et nous sculpte. Les réponses identitaires ne seront disponibles qu'à l'issue de ce processus.

L'existence d'une frontière entre sexualité infantile, juvénile et adulte va au-delà des rapports sexuels entre catégories d'âge. Cela concerne également les projections et fantasmes que les adultes s'autorisent sur les enfants et les adolescents, soit en les sexualisant, soit en décidant de leur sexualité à leur place. Il est de la responsabilité des adultes de veiller à ce que les frontières soient respectées afin que les enfants et les adolescents aient le temps d'un apprentissage de leur sexualité, d'une maturation et d'une élaboration sans être obligés de poser des choix trop précocement.

Sauter l'étape de l'élaboration, c'est oublier que, si l'âge adulte est l'âge des réponses, l'adolescence et l'enfance sont les âges du questionnement, et notamment du questionnement identitaire, tout particulièrement chez l'adolescent. Ce questionnement existentiel fait partie du processus normal de la construction du psychisme de chacun et doit pouvoir avoir le temps de se dérouler sans risque de conclusions hâtives.

Le combat des adultes n'est pas celui des enfants et des adolescents, ils doivent pouvoir être différenciés. Il n'est pas question ici de discuter de la transidentité chez l'adulte, mais bien de l'absence de prise de responsabilité de la société vis-à-vis de mineurs se déclarant transgenres alors qu'ils n'ont pas encore accédé à leur pleine maturité psychique. Au-delà de l'inconfort sociétal que de nouvelles exigences entraînent, ce sont surtout les enfants et adolescents qui se revendiquent transgenres qui manquent aujourd'hui de protection sociale. Le questionnement existentiel et identitaire fait partie du processus d'individuation de tout jeune en construction.

Celui-ci est mouvant et ne se stabilise qu'à l'âge adulte. Il est de la responsabilité des adultes de garantir un environnement suffisamment sûr et contenant au jeune pour que celui-ci puisse s'expérimenter sans trop se mettre en danger.

Or, aujourd'hui, l'État n'est-il pas en train de se décharger de sa responsabilité sur le corps médical, tout en lui interdisant l'usage des outils thérapeutiques dont il a besoin pour assumer véritablement cette tâche ? Les cartes sont faussées. Les États cèdent à la pression du politiquement correct et abandonnent toute réflexion. Un débat de fond serait particulièrement opportun, tout comme soutenir la recherche dans ce secteur et pouvoir faire la différence diagnostique entre les dysphories de genre anciennes et celles qui sont d'apparition brutale, à l'adolescence. Le pronostic en est bien différent et devrait être pris en considération. De plus en plus de jeunes femmes devenues hommes disent aujourd'hui regretter une transition entamée à l'adolescence, alors qu'elles n'avaient rien exprimé de spécifique pendant leur enfance. Elles dénoncent une transition par trop facilitée, par trop précipitée, selon des protocoles devenus dangereux pour une partie des jeunes consultants. Elles rappellent que de multiples facteurs interviennent dans toute souffrance adolescente, qu'il convient de comprendre avant de traiter cette souffrance et de lui proposer une éventuelle solution.

Les adolescents peuvent se révéler très compétents dans la compréhension de leurs comportements et de leurs désirs, pour autant que leur entourage leur en fournisse les outils et le temps. Actuellement, les fonctionnements des réseaux sociaux et l'absence de débat les laissent seuls face à un discours et à un fonctionnement dogmatiques et clivés qui ne leur laissent en fait que peu de liberté de choix.

Le débat est absent dans notre culture dominée par l'autodétermination individuelle et la chasse au discours stigmatisant. La tyrannie de la bien-pensance et l'auto-censure vont jusqu'à empêcher d'analyser cette nouvelle manifestation clinique de la souffrance adolescente actuelle.

## **La radicalisation**

Notre société a été confrontée à la radicalisation de ses jeunes par Daech, mais également par d'autres mouvements religieux, complotistes ou populistes. Cette radicalisation de la pensée et du discours n'apparaît pas par hasard. Elle est également le reflet de manquements graves de la part de notre société vis-à-vis de ses jeunes. Elle apparaît majoritairement chez les jeunes issus de milieux précarisés, éventuellement issus de l'immigration, qui se sentent exclus du système social, en marge et non reconnus. Ils traversent fréquemment une crise dans leur quête d'identité, face à une carence en récits familiaux qui ne leur permet pas de penser leur propre histoire dans la continuité de ce récit. Ils sont souvent isolés socialement, en difficulté pour développer des interactions empathiques de qualité avec leurs pairs, par carence langagière et carence dans l'apprentissage de la socialisation. Une surconsommation télévisuelle et d'écrans précoce est fréquemment présente et participe à ces carences. Le manque de rêves et de perspectives les conduit régulièrement à développer un sentiment d'injustice et de persécution qui conduit au rejet des normes sociales. Leur recherche d'appartenance les mène souvent à intégrer une bande de jeunes et à commettre des faits délictueux qui les engagent d'autant plus dans une situation de marginalisation et dans un récit complotiste et persécutoire, malheureusement soutenus par une réalité sociale violente à leur rencontre. Les mouvements religieux, populistes ou complotistes leur offrent des solutions toutes faites, immanentes, non discutables, qui concordent avec leur mode de pensée rigidifié et défendu, et leur apportent un sens existentiel prêt-à-porter. Là aussi, les jeunes sont instrumentalisés au profit de combats politiques et idéologiques menés par des adultes.

# Un changement civilisationnel

Ce qui semble faire continuité entre les nouvelles manifestations de souffrance psychique chez les jeunes est leur difficulté à faire face à notre monde d'aujourd'hui, au réel, soit avec le développement d'attitudes de fuite, voire de déni de ce réel, soit le développement d'angoisses ou de désespoir face à celui-ci. Le refus de l'école, le refus de son corps, la fuite dans les jeux virtuels, le refus de la limite à notre liberté que nous impose la vie collective, les attitudes de toute-puissance dans le refus de toute frustration, l'adoption d'un discours radicalisé ; ou alors l'angoisse et le désespoir face au futur, la résignation à ne pas avoir d'enfant, la soumission à la perspective de la décroissance.

De par leur sensibilité au monde qui les entoure, les adolescents représentent un bon baromètre social. Ce baromètre devrait aujourd'hui d'autant plus nous alerter que nous sommes fort démunis en termes de solutions politiques, économiques, juridiques, climatiques ou encore pédagogiques. Pourtant, le monde moderne a déjà été le théâtre de périodes de grandes incertitudes et de sentiment de danger imminent, lors de la dernière guerre froide notamment et la crainte d'un conflit nucléaire international. Mais, aujourd'hui, la mondialisation a encore progressé, complexifiant de plus en plus la recherche de solutions dans tous les domaines. De plus, cette complexité semble aller de pair avec ce que d'aucuns commencent à nommer un changement civilisationnel, dont nous ne cernons pas encore aujourd'hui tous les enjeux, tant il traverse toutes les composantes de notre organisation sociétale, économique, légale, démocratique, mais également à une échelle plus intime, notre organisation familiale, notre rapport aux autres et notre rapport à nous-mêmes. Le discours social en est influencé, et il est difficile d'en obtenir une compréhension globale pour saisir ce qui est à l'œuvre.

Nous partageons le sentiment de ne plus avoir les moyens de changer l'évolution du monde. Tout au plus pouvons-nous nous associer et pratiquer la politique du colibri selon la fable amérindienne popularisée par Pierre Rabhi : face à l'incendie qui ravage notre environnement, que chacun fasse sa part et apporte sa goutte d'eau, tout comme le petit colibri. Cela semble dérisoire devant un monde politique qui nous donne le sentiment de se sentir lui-même démuni face au pouvoir des grandes puissances économiques, multinationales ou États voyous. L'évolution néolibérale du monde est maintenant admise, facilitée et accélérée grâce aux nouvelles technologies. Toute l'économie est interconnectée, favorisant une libéralisation que le marché n'avait jamais atteinte. Les lois ont également été construites pour faciliter les échanges commerciaux à tel point qu'ils ne sont plus sous contrôle des États. L'accélération du temps, la robotisation des échanges, le développement de l'usage des écrans entraînent une déshumanisation jusqu'au sein des familles. Le développement des réseaux sociaux et l'usage des algorithmes ont déplacé les relations sociales sur le Net, tout en les vidant de la possibilité d'y rencontrer l'altérité et le débat d'idées. L'autre n'a plus d'intérêt que dans le renforcement qu'il apporte éventuellement à nos propres opinions ou dans la valorisation de notre image par ses likes. Toutes nos activités et tous nos choix sont évalués au prorata de leur valeur marchande. Or le néolibéralisme ne s'encombre pas des valeurs morales ou éthiques, il est strictement régi par la loi concurrentielle du plus fort. Les entreprises n'hésitent pas à polluer tout en le niant, à exploiter les richesses naturelles et humaines sans état d'âme, à se doter de groupements mercenaires armés pour exploiter les terrains miniers les plus convoités. La vie humaine a aujourd'hui un prix et peut être marchandée. L'opinion publique est contrôlée, instrumentalisée, la désinformation n'a jamais été aussi bien organisée et individuellement ciblée, la justice est sous-financée et n'offre plus de contre-pouvoir fiable. Elle est mise au service des intérêts individuels et industriels aux dépens de la défense des valeurs fondamentales.

Tout semble sous contrôle. Mais de quoi ? De qui ? D'une humanité asservie aux lois néolibérales les plus débridées régies par « la main invisible du marché ». Tout semble organisé de sorte que l'humain n'ait comme valeur que ce qu'il peut produire ou consommer.

Nous avons d'ailleurs tous été surpris par la réaction de la plupart des États lors de la crise Covid et du sursaut humaniste qui a prévalu au niveau mondial. Voilà que notre économie a été mise en suspens pour privilégier notre capacité de soins à nos aînés, alors que, dans la société de consommation, les personnes âgées ne sont habituellement pas en position de priorité. Très rapidement cependant, les enjeux économiques se sont retrouvés à nouveau à l'avant-plan, la loi du marché a repris ses droits et dicté la marche du monde, comme l'ont montré la guerre en Ukraine et son impact sur la crise de l'énergie. La crise du Covid n'aura à ce titre été qu'une parenthèse, une exception qui confirme la règle.

Notre culture semble aujourd'hui régulée, ou plutôt déréglée, par le néolibéralisme. Ce ne sont plus les valeurs humaines qui sont mises en avant, mais les valeurs strictement marchandes. Le néolibéralisme infiltre notre économie, mais également notre système politique, judiciaire, l'enseignement, les soins de santé et le secteur non marchand dans son ensemble. Il conditionne notre enseignement : nos enfants se doivent d'être performants, d'acquiescer le maximum de matière en un minimum de temps, leur valeur est estimée au prorata de leurs résultats scolaires, les classes sont en surnombre, l'évaluation prend le pas sur la transmission des connaissances. Les hôpitaux se doivent d'être rentables, de même que les maisons de retraite aux mains de grands groupes d'investissement, ce qui entraîne déshumanisation, violence et maltraitance institutionnelle régulièrement dénoncées, en vain. La justice est sous-financée et priée de gagner en efficacité. La relation aux autres se limite de plus en plus à une relation marchande : nous ne sommes engagés dans le lien à l'autre que le temps de l'échange du service contre la rémunération, rien ne persiste de la rencontre après la transaction, sans reconnaissance ni dette. Le lien à

l'autre se vide de toute symbolique, de sens, il est superficiel et participe au sentiment de vacuité et de solitude.

Le marché nous fait croire qu'il est capable de satisfaire à tous nos besoins, que tout peut être acheté et que tout a donc un prix, aux dépens des valeurs non marchandes, ces valeurs que Kant, à l'époque des Lumières, évoquait en termes de *dignité*, et qu'il définissait ainsi : « On peut remplacer ce qui a un prix par son équivalent ; en revanche, ce qui n'a pas de prix, et donc pas d'équivalent, c'est ce qui possède une dignité », comme la vie, l'amour, la justice, le désir, un destin personnel, un destin collectif, les biens appartenant collectivement à l'espèce humaine et engageant sa survie. On voit combien le néolibéralisme a gagné, ces valeurs ont été converties pour la plupart en valeurs monétaires : la vie humaine a bien un prix, l'amour s'achète, la justice fonctionne par compensations financières aux préjudices subis, les destins personnels et collectifs sont soumis à la fracture sociale, et les grands groupes agro-alimentaires déposent des brevets sur l'identification de nouvelles espèces et régulent l'accès de chacun aux éléments de la nature, en dépit du bon sens et des enjeux de dignité.

La souffrance adolescente semble ainsi en miroir de l'emballage de notre fonctionnement sociétal. Les jeunes viennent questionner le sens du monde que nous leur proposons. Doivent-ils ou non contenir leurs pulsions ? Dans un monde néolibéral centré sur les égoïsmes individuels, dérégulé et sans référence morale, pourquoi ne pas céder à leur tour au fantasme de toute-puissance, quitter une école devenue inadaptée à leurs besoins personnalisés, échapper aux règles sociales contraignantes, céder à l'autodétermination et s'offrir la jouissance immédiate sans limites grâce à tout ce que le marché peut leur offrir, déterminant d'ailleurs lui-même leurs propres envies au travers de battages publicitaires envoûtants et d'algorithmes abrutissants ? Cette société marchande, vide de sens, de morale et de symbole, où règnent le chacun pour soi, mais également une profonde solitude existentielle, les laisse démunis, sans réponse face à leur quête de sens.

## Neurosciences et gestion des émotions

Les neurosciences peuvent-elles nous aider à comprendre le fonctionnement actuel de notre humanité ? Notre société postmoderne donne le sentiment d'avancer en roue libre, sans frein, sans gouvernail, nous fonçons droit dans le mur. Comment l'être humain, au-delà de sa psyché, peut-il se comporter collectivement avec si peu de discernement ?

Les neurosciences connaissent bien les tensions qui circulent entre les pulsions réflexes, non élaborées, d'une part, et la régulation par la réflexion et l'élaboration, d'autre part.

Il n'existe en effet pas qu'une seule instance décisionnelle dans notre cerveau. Nous sommes soumis entre autres aux influences de plusieurs organisations cérébrales, telles que le siège de la mémoire, les zones responsables des émotions, le système de récompense pulsionnel, le centre d'analyse et de raisonnement, toutes en interaction les unes avec les autres.

Par ailleurs, notre cerveau est programmé pour poursuivre principalement cinq grands objectifs priorités par les lois de la sélection naturelle : manger, se reproduire, acquérir du pouvoir, acquérir des connaissances et dépenser le moins d'énergie possible pour ce faire. Le striatum, siège du système de récompense, est l'instance qui favorise ces comportements de survie en les encourageant par une décharge de dopamine, chaque fois qu'une de ces tâches est accomplie.

Notre cerveau a été modelé par des millions d'années de chasse et de cueillette et fonctionne encore selon les conditions propres à ce mode de vie. C'est pourquoi, bien que vivant dans un monde d'abondance, nous avons par exemple tant de mal à résister aux tentations alimentaires. Si, aujourd'hui, c'est l'obésité qui nous guette, à l'époque, il était rare de trouver des aliments sucrés et riches en calories. Il était donc primordial d'en consommer le plus possible quand l'occasion se présentait. Aujourd'hui cependant, ces pulsions ne sont plus toujours aussi indiquées et doivent pouvoir être régulées, principalement par

la zone frontale du cortex, siège également de la pensée raisonnée et de l'intégration des récits.

À la préhistoire, il était déjà nécessaire de réguler ces fonctions primaires sous peine d'être exclu du clan à la suite du développement de comportements antisociaux et par trop égoïstes. C'est pourquoi notre cerveau a également développé de grandes compétences sociales en étant capable de repérer entre autres les phénomènes d'alliance, les enjeux de pouvoir entre individus, et de se représenter ce que pensent les autres par le développement du don d'empathie. Ceci permet à l'individu de trouver un équilibre entre ses pulsions primaires et la nécessité de préserver sa place au sein du clan, en y respectant les lois de préséance, les règles et les alliances.

Quoique, nous sommes particulièrement friands des situations d'ascension sociale, que ce soit nous qui en bénéficions ou que nous assistions à l'ascension sociale d'autrui. C'est pourquoi nous entretenons une telle fascination pour les célébrités et les jeux basés sur la télé-réalité. De plus, notre cerveau nous récompense particulièrement quand nous obtenons non pas quelque chose, mais bien quand nous obtenons plus que les autres, dans un contexte de comparaison sociale, renforçant les comportements égoïstes et la rivalité. Les réseaux sociaux répondent à cette quête de l'assentiment et de la réussite sociale, de même que les jeux en ligne, et ce, pour le moindre effort.

Les adolescents sont les cibles privilégiées des GAFAM et autres entreprises du divertissement informatique, car les capacités de régulation et d'inhibition de cette recherche de plaisir par la zone orbito-frontale, encore immature jusqu'à 25 ans, sont moindres que chez les adultes. Mais cette activité monothématique limite le développement des capacités d'attention, de concentration et d'inhibition cognitive. En résultent des troubles de l'apprentissage, de l'hyperactivité, une mauvaise gestion de la frustration et une diminution des capacités réflexives dont les cadres des GAFAM protègent d'ailleurs leurs propres enfants en les inscrivant dans des écoles qui bannissent les écrans.

Notre cerveau est également beaucoup plus sensible à l'obtention d'une satisfaction immédiate par rapport à une satisfaction plus importante, mais différée. Plus l'événement est éloigné dans le temps, moins il mobilise l'intérêt instinctuel. De plus, la capacité à différer le plaisir dépend de la maturité des capacités inhibitrices de l'individu et de sa confiance en l'avenir. Il faut en effet avoir une bonne dose de confiance dans le futur pour prendre le risque de différer la satisfaction d'un plaisir. Les individus impulsifs et précarisés cèdent plus rapidement à leur pulsion consommatrice. Ceci explique sans doute également pourquoi l'humanité réagit si peu à la catastrophe annoncée du dérèglement climatique, dont les conséquences semblent encore lointaines à l'échelle humaine : la génération adulte en place actuellement n'est pas encore fortement confrontée aux conséquences de ce dérèglement, rendant la préoccupation instinctuelle moindre encore dans cette catégorie d'âge.

En revanche, les jeunes ont besoin d'un avenir sécurisé pour pouvoir se projeter et se construire. Alors qu'ils sont par nature plus impulsifs que leurs aînés, il leur est demandé d'investir dans la scolarité, dans des efforts soutenus et la frustration de l'étude pour investir dans leur avenir. Face aux exigences quasi contre-nature que la société leur impose, puisque cela leur demande *a priori* plus d'efforts qu'à leurs aînés de brider la satisfaction immédiate de leurs désirs, les jeunes demandent des garanties de retour sur l'investissement scolaire qui leur est demandé et s'insurgent face aux promesses d'un réchauffement climatique inévitable. Il apparaît très logique de faire la grève de l'école pour dénoncer un réchauffement climatique qui détruit leurs perspectives futures. Ils dénoncent par là une trahison sociale trans-générationnelle et prouvent l'efficacité de leurs capacités réflexives, malgré leur jeune âge.

Différer un plaisir, se soumettre aux enjeux sociétaux plutôt que s'imposer immédiatement par la force, contenir les pulsions primaires, c'est le travail de la partie orbito-frontale du cortex. Ces aires sont les seules à même d'inhiber les pulsions instinctuelles visant à la satisfaction immédiate des cinq principales pulsions prioritaires.

Le cortex orbito-frontal est ainsi le siège de la volonté et de la planification. Il est l'instance qui permet de réfléchir avant d'agir, et de différer l'action. Le cortex est responsable des capacités de représentations mentales, de l'élaboration, de la communication, de la conceptualisation abstraite et de la planification. Il n'est soumis à aucun plan préalable, il analyse en toute objectivité et en dehors de toute contrainte génétiquement programmée, ce qui fait en même temps sa force et sa faiblesse.

Ainsi, le striatum, siège du plaisir, n'a pas de conscience, mais bien des buts instinctuels, tandis que le cortex, siège de la conscience, n'a pas d'objectif préétabli. Le comportement final de l'individu résultera de l'équilibre entre ces fonctionnements mentaux complémentaires, et parfois contradictoires.

Mais, si la recherche pulsionnelle du plaisir est présente dès la naissance, le fonctionnement cortical nécessite en revanche tout un travail de maturation et d'éducation. Les facteurs éducatifs et socioculturels apparaissent comme étant déterminants dans la constitution et le fonctionnement des aires orbito-frontales. C'est par l'éducation, l'expérience, la réflexion, l'introspection et la relation à l'autre que cette aire corticale est stimulée et se construit au fil du temps. Ses compétences ne sont pas innées, mais acquises, et doivent pour cela être stimulées, afin de pouvoir contenir et contrebalancer nos instincts les plus archaïques.

Il est intéressant de noter que, dès l'Antiquité, tout le programme éducatif de la civilisation grecque, dont nous avons hérité des valeurs civilisationnelles, était déjà basé sur l'apprentissage de la gestion des émotions. Le but de l'école était la maîtrise des passions. L'élève y était éduqué par l'acquisition de l'art de la réflexion, de l'éloquence et du rythme, permettant de contenir, d'exprimer et de partager ses émotions avec maîtrise.

Par la suite, comme le relève Sébastien Bohler, dans *Le Bug humain*, ce sont les interdits religieux des monothéismes qui ont pris la relève : toutes les religions du Livre sanctionnent les excès pulsionnels liés aux cinq principaux instincts, tels que les péchés de

gourmandise, de luxure, de curiosité, d'orgueil et de paresse. Ainsi, les grands récits religieux ont permis de contenir nos pulsions égoïstes primaires pour assurer le vivre ensemble. Mais les grands récits vont bien au-delà des interdits pour structurer les sociétés.

### **Grands récits et organisations imaginaires**

Comme le décrit si bien Yuval Noah Harari dans son livre *Sapiens*, les grands récits ont été essentiels dans la survie d'*Homo Sapiens* en ce qu'ils lui ont permis d'atteindre une organisation sociale inégalée et d'asseoir ainsi son hégémonie sur le monde. L'humain ne tient sa puissance que dans sa capacité à s'organiser en grandes collectivités. Seul, il ne fait pas le poids face aux grands prédateurs de la préhistoire. Or, à notre échelle individuelle, nous ne pouvons identifier, connaître et gérer nos relations qu'avec environ cent cinquante personnes. Cela permet de gérer une belle bande de copains, mais pas une cité. Mais, grâce à notre capacité d'élaborer et d'intégrer des récits, nous sommes devenus capables de nous organiser en nations, de fédérer des inconnus autour de grands événements religieux ou culturels, et de nous accorder autour de valeurs qui structurent nos organisations sociales. Sous la pression de la sélection naturelle, *Sapiens* a développé des compétences neurologiques et sociales spécifiques, telles qu'une bonne connaissance de son environnement (acquisition du savoir), l'identification des visages et une attention à la qualité des interactions sociales (acquisition du pouvoir) et, surtout, la capacité à penser et à échanger autour de choses qui n'existent pas et à se construire des récits unificateurs. Cette capacité au récit constitue le socle de la révolution cognitive qui a eu lieu il y a 70.000 ans.

Les civilisations qui se sont succédé au fil de l'histoire ont ainsi toutes été structurées par de grands récits, tels qu'en comportent les polythéismes, les monothéismes ou encore le siècle des Lumières et son humanisme. L'humain s'est ainsi progressivement de plus en plus détaché de la nature et du réel pour vivre dans un monde structuré par des concepts abstraits et symboliques, régis par des valeurs inventées telles que l'argent,

le religieux et le politique, ce que Yuval Noah Harari appelle *les mythes partagés*. Ces mythes ont permis la coordination d'humains en grand nombre, à l'échelle de royaumes et d'empires, organisations qui constituent des *ordres imaginaires*. Le bon fonctionnement de ces ordres imaginaires repose sur l'adhésion de tous ses membres à des mythes partagés, récits porteurs de valeurs communément admises, supports de sentiment d'appartenance très forts, capables de mobiliser les masses et de structurer des sociétés entières. Mais ces valeurs et ces structures sociales n'existent pas réellement, elles n'existent que dans l'imaginaire humain. Dans la nature, un pays, une nation n'ont pas d'existence propre. De même, dans sa modernité, l'humain a inventé la notion de l'argent, les lois de l'économie et des entreprises. À nouveau, ce sont des notions consensuelles qui n'existent pas dans la nature. L'humain s'est ainsi progressivement construit un monde imaginaire qui l'a de plus en plus éloigné du réel, à tel point que cet imaginaire occupe aujourd'hui le premier plan dans notre représentation du monde. La notion de l'argent nous semble tout aussi concrète que nos enfants ou notre maison, et pourtant les uns sont réels, tandis que l'autre est symbolique.

Car, pour que les mythes fonctionnent et perdurent, il leur faut répondre à trois règles fondamentales. Tout d'abord, nous dit Harari, il faut que ce mythe soit incorporé au monde matériel : que l'organisation pratique de la société soit le reflet de ce mythe dans la réalité humaine. Par exemple, la notion de l'argent se traduit bien dans notre quotidien. Ensuite, il faut que l'ordre imaginaire dans lequel nous évoluons façonne nos désirs, par exemple, le désir de vivre dans le respect de prescrits religieux en espérant une récompense dans l'au-delà. Enfin, il faut que l'ordre imaginaire soit intersubjectif : ce n'est que parce qu'il est partagé par des centaines, des milliers, des millions de personnes que cet ordre se maintient et perdure. Car les mythes, qui forment le ciment des ordres imaginaires, s'effondrent si les gens cessent d'y croire ! Cependant, quitter un ordre imaginaire ne nous permettra collectivement que d'en

intégrer un nouveau, car les récits sont fondamentaux pour structurer nos sociétés. Celles-ci ne peuvent exister sans grand récit fédérateur.

Les adolescents questionnent aujourd'hui la validité des récits qui structurent nos sociétés. Ils en dénoncent les dérives, les failles et les trahisons par leurs discours sur le plan collectif, ou à travers leurs symptômes et la manifestation de leur mal-être sur le plan individuel.

### **Le grand récit des Lumières**

Plusieurs grands récits se sont déjà succédé dans notre histoire. Les religions polythéistes ont fait place aux religions monothéistes, riches d'interdits et de règles. Puis vinrent l'époque dite moderne et le siècle des Lumières au XVIII<sup>e</sup> siècle, qui encourageaient l'humain à s'affranchir des lois divines pour tenter de se rendre libre de penser par lui-même. Cette philosophie a constitué un tournant fondamental. L'humain a voulu se construire un nouveau référentiel, non plus dicté par une entité dite supérieure, mais basé sur des valeurs humanistes considérées comme étant, elles aussi, transcendantes : pour permettre une vie sociale respectueuse de la valeur et de la liberté de chacun, il est attendu de l'individu qu'il puisse maîtriser ses émotions et ses désirs pour se conduire selon des principes de raison universelle, et que les intérêts du collectif dépassent les intérêts individuels. La liberté de conscience prônée durant le siècle des Lumières ne signifie pas une liberté d'action totale qui ne tienne pas compte de l'autre et du collectif, car, sans cadre régulateur référentiel, c'est la loi du plus fort qui reprend le dessus. Ainsi, les penseurs à l'époque des Lumières plaident en faveur d'une pensée libérée des dogmes religieux, mais basée sur la raison. Cette raison n'est pas innée, elle doit se construire. Une nouvelle notion apparaît, à savoir la nécessité de s'humaniser pour devenir un individu à part entière. L'être humain doit apprendre ce qui fonde les lois de l'humanité, il ne les possède pas intrinsèquement dès la naissance. Il appartient à chacun de développer sa capacité de jugement par l'éducation qu'il reçoit. Cette notion se trouve confirmée par les connaissances que nous possédons

maintenant sur le fonctionnement cérébral : les pulsions instinctuelles primaires doivent être contenues par le développement d'une capacité de raisonnement, acquise par l'éducation et le travail de réflexion.

Pour parvenir à une pensée libre, c'est-à-dire libérée des dogmes religieux, mais néanmoins humanisée, Kant propose d'abord l'observation de la nature et l'étude de ses lois chimiques, physiques, biologiques, mathématiques. Il plaide en faveur du développement d'un esprit critique en s'entraînant à l'observation de la nature, mais également par le développement d'une capacité à détecter les biais liés à l'observateur lui-même. La compréhension de notre monde se construit ainsi sur la base de l'observation scientifique, critique et argumentée, et non sur la base de prescrits dogmatiques incontestables. Cette connaissance du monde constitue, selon lui, le socle de ce qu'il appelle *la raison pratique*.

Ensuite, la morale se construit à partir d'un *impératif catégorique*, c'est-à-dire l'ensemble des lois à suivre permettant le vivre ensemble dans le respect de chacun. Les penseurs à l'époque du siècle des Lumières encouragent donc l'humain à se détacher des lois divines, sans abandonner toute loi pour autant, mais en se basant sur la raison pour établir des lois régulatrices, qui contiennent nos pulsions, basées sur des principes moraux, mises au service du vivre ensemble et des valeurs humanistes fondamentales telles que la liberté, l'égalité et la solidarité pour tous. Ces lois ne sont pas intuitives, elles émanent d'un travail de réflexion et d'élaboration. Elles constituent ce que Kant appelle *la raison théorique*.

Raison pratique et raison théorique, c'est-à-dire la connaissance critique du monde et les concepts moraux universels, peuvent ensuite s'articuler pour déboucher sur la faculté de juger. Ainsi outillé, l'humain sera capable, selon lui, de penser par lui-même de manière éclairée, responsable et citoyenne.

Rousseau développe de son côté la nécessité d'humaniser l'individu en le conduisant à développer une pensée politique éclairée, cette fois sur le plan collectif. Il

propose, dans son *Pacte social*, qu'après éducation et réflexion, chacun de nous renonce à ses droits particuliers, afin d'obtenir l'égalité des droits pour tous, droits garantis par la société. Une société ne peut en effet survivre si chacun fonctionne naturellement et spontanément que pour lui-même ou pour son clan, selon la loi du plus fort. Il est nécessaire de passer par l'éducation pour apprendre à brider ses pulsions et parvenir ainsi à un comportement compatible avec le vivre ensemble. Il faut pour cela que les intérêts individuels cèdent devant la prééminence de l'intérêt du collectif. Une autorité supérieure, régulatrice, est nécessaire, mais elle n'appartient plus à un clergé, ni à un roi, mais bien au peuple, considéré comme souverain. Les lois sont au service des intérêts généraux, et non des intérêts particuliers. La soumission aux lois de la société, de manière cette fois consciente et éclairée, via des lois votées démocratiquement par les représentants du peuple, est pour lui le système qui garantit à chacun une liberté de penser, et une égalité devant la loi, pour tous.

Le siècle des Lumières tente ainsi de concilier la liberté individuelle de penser, d'agir et d'innover, avec la nécessité de préserver la prééminence des besoins du collectif sur les désirs individuels. Grâce à son caractère innovant, le siècle des Lumières est aussi une époque riche en créativité et initiatives, notamment dans les domaines émergents de l'industrie, du commerce et de la finance.

Ainsi, à la même époque que Kant, l'économiste anglais Adam Smith développait, de son côté, son concept de *main invisible du marché*. Pour lui, la richesse d'une nation se développe d'autant mieux que le marché est dérégulé et que chaque entrepreneur, en cherchant un maximum de profits personnels, participe sans le vouloir à un enrichissement collectif, sous l'action de cette main invisible du marché. Les économistes d'aujourd'hui considèrent Adam Smith comme le précurseur de notre économie libérale et continuent à invoquer ses principes pour valider la poursuite de la dérégulation des marchés afin que tout entrepreneur puisse continuer sa recherche du profit maximal, sans intervention de l'État. Il

Tout le monde y gagnerait, les économistes en veulent pour preuve que la vie de chacun est plus confortable aujourd'hui qu'hier, sauf qu'ils passent sous silence l'augmentation simultanée des inégalités sociales et l'élargissement du fossé entre les quelques plus riches de la planète et la grande majorité des plus pauvres. Aujourd'hui, selon le Laboratoire mondial sur les inégalités, les deux cent cinquante personnes les plus riches au monde jouissent d'un revenu annuel équivalant à ce que possède la moitié la plus pauvre de l'humanité, sans évolution notable depuis les années 1980. Si le collectif s'est effectivement enrichi, la question de la répartition de ces richesses n'est pas prise en considération dans ce modèle, basé par ailleurs sur un concept de croissance infinie, que nous savons irréaliste aujourd'hui.

Que sont devenus le grand récit du siècle des Lumières et ses valeurs humanistes ? Comment ont-ils pu laisser place au fonctionnement néolibéral actuel ?

### **Le néolibéralisme comme nouveau grand récit**

Pour Dany-Robert Dufour, il existe ainsi depuis les années 1970 un récit néolibéral qui concurrence et remplace progressivement les anciens grands récits qu'ont soutenus les religions monothéistes, puis le siècle des Lumières. Il appelle *Divin Marché* ce concept de nouvelle religion postmoderne. Cette notion de main invisible du marché, qui régulerait tous nos échanges pour servir en définitive les intérêts supérieurs de la collectivité, tient effectivement du dogme, et non de la réalité. C'est pourtant cette notion qui valide actuellement les égoïsmes privés et les décomplexifie complètement, plaidant pour la poursuite de la dérégulation sauvage des marchés.

Pour lui, nous sommes ainsi passés progressivement en cinquante ans d'un capitalisme industriel à un capitalisme financier. Ce ne sont plus les industriels, qui privilégiaient leur entreprise, en ce compris leurs salariés et ouvriers, qui sont encore aux commandes, mais des actionnaires et des groupes financiers qui n'ont d'autre but que l'obtention des plus gros profits. Comme le dit Hannah Arendt, le véritable pouvoir est devenu anonyme, et les salariés sont maintenant considérés

uniquement comme étant un coût de production comme un autre. Les entreprises qui se targuent de mettre l'humain en avant licencient et mettent leurs employés sous pression dès que la marge bénéficiaire n'est plus assez attractive pour les grands groupes d'investissement et leurs actionnaires anonymisés. Sans parler des industries qui se vantent à grand bruit d'être respectueuses de l'environnement jusqu'à ce qu'un scandale écologique éclate et que les directions et responsables de la communication se taisent, se réfugiant derrière le secret de l'instruction en cours.

Les États ont appliqué la loi du laisser-faire prônée par Adam Smith et se sont progressivement détournés du gouvernement du pays au profit de sa simple gouvernance. Les États se disent maintenant assujettis aux lois du marché de telle sorte qu'ils ne sont plus en position de pouvoir encore décider des grandes orientations de notre économie, ils se contentent de gérer les dépenses locales, tout en continuant à soutenir par leurs lois la dérégulation du marché mondial.

Une novlangue apparaît pour soutenir le discours publicitaire généralisé. Puisque seuls la rentabilité et le résultat comptent, tout est bon pour vendre. Le mensonge s'est banalisé et dépasse largement la sphère commerciale. Les entreprises font du *greenwashing*, mais le discours politique n'est pas en reste, quand il s'agit de nous « vendre » de nouvelles décisions, le tout saupoudré de désinformation et de *fake news* relayées par les réseaux sociaux et Internet. Une nouvelle guerre de la désinformation s'y déroule entre nations et puissances étrangères pour influencer les résultats électoraux et déstabiliser les États. Cette mouvance surfe sur l'absence de contrôle du discours politique, particulièrement en période électorale, les candidats ne devant pas rendre de compte quand ils adoptent un discours mensonger ou populiste.

Dans cette situation de discours dérégulé où seule compte son efficacité, les jeunes ne savent plus quoi croire. Ils se méfient des politiques bien sûr, mais également des médias traditionnels, se tournant vers les

réseaux sociaux pour s'informer, tout en connaissant l'existence de la désinformation sur Internet. Les influenceurs deviennent des références car ils donnent un sentiment de familiarité rassurant, qui ne garantit cependant pas la qualité des informations et des analyses fournies.

Les valeurs principales, qui supplantent tout le reste, sont maintenant la rentabilité et le profit, aux dépens de notions autres telles que la morale, l'éthique, l'équité, riches en dignité selon les valeurs kantienne. Les enjeux symboliques n'ont que peu de poids face au système économique. Nous sommes arrivés dans un monde dérégulé où règne la loi du plus fort. Il n'y a plus d'intérêt collectif porté par le politique, mais uniquement des intérêts individuels juxtaposés les uns aux autres. L'humanité n'a ainsi plus d'intérêt commun à défendre, qui fasse sens et dans laquelle sa jeunesse pourrait se reconnaître.

Selon Yuval Noah Harari, ceci n'est pas sans impact sur notre construction du monde, car, si la loi du *Divin Marché* est devenue notre nouveau grand récit des temps postmodernes, elle façonne alors nos désirs, elle s'ancre dans nos réalités quotidiennes et est partagée par tous, comme tout mythe fondateur d'un monde imaginaire.

### **Néolibéralisme et éducation**

Le récit néolibéral a en effet un impact important sur notre intimité, notre fonctionnement familial et de couple, et sur nos jeunes. Dans le récit néolibéral, ce qui nous définit aujourd'hui est notre profil en tant qu'acheteur, façonné par la publicité et identifié par les algorithmes, dans un droit à l'autodétermination, indépendant de notre sexe ou de notre âge. Le désir individuel fait loi, parfois aux dépens des devoirs sociaux ou familiaux. Les places et les rôles ne sont plus aussi clairement attribués, les codes vestimentaires deviennent flous, parents et enfants, hommes et femmes, s'habillent de la même façon ou selon des codes qu'ils se sont choisis. La famille et le couple font face à l'effacement des frontières homme/femme, jeune/vieux, vivant/non-vivant (à venir avec le développement des intelligences artificielles).

L'organisation familiale s'en trouve modifiée, il n'est pas rare de rencontrer des familles au sein desquelles les repas ne sont plus pris ensemble à l'heure habituelle, mais chacun de son côté, les écrans isolent les membres les uns des autres, il n'y a plus de débats d'idées ni de confrontation aux différences de générations.

Les parents sont pris dans des discours contradictoires, les uns continuant à prôner une éducation contraignante, l'investissement dans une éducation élitiste et une autorité parentale forte ; les autres privilégiant l'éducation dite « positive », une scolarité alternative, privatisée, sans règles ni contraintes, mais basée sur l'individu, son rythme, ses compétences et difficultés, ses objectifs, hors collectif.

Les adolescents sont également soumis aux paradoxes d'une société qui leur demande le respect des règles de conduite auxquelles ils sont particulièrement soumis, notamment dans les établissements scolaires où ils n'ont que peu de droits et beaucoup de devoirs, tandis que cette même société les incite à consommer, à s'autodéterminer, à suivre leurs pulsions, ne soutenant finalement que peu leurs capacités de discernement et d'action collective. Le siècle des Lumières a démontré l'importance du développement de la capacité réflexive chez chaque citoyen, et de sa capacité à prioriser l'intérêt du collectif pour construire une société éclairée et pérenne. Notre société actuelle, via son système scolaire, bâillonne ses jeunes, les instruit en vue de la restitution, et non de la réflexion, et ne soutient pas les premières expériences collectives au sein d'un groupe-classe, de sorte qu'elles soient de qualité et donc investies ultérieurement. Notre système scolaire s'est éloigné du modèle de l'école des Lumières pour devenir l'école de la productivité, des points et de la consommation des récompenses immédiates.

Pour Jean-Pierre Lebrun, les familles sont d'autant plus en difficulté pour élever leurs enfants et leurs adolescents qu'avec les grands récits, ce sont également les figures d'autorité, ce qu'il nomme *les grands sujets*, tels que Dieu au temps des monothéismes, le roi au temps des

monarchies, le peuple souverain au temps de la république, qui font défaut aujourd'hui. Cette tendance a commencé avec le déclin du religieux au temps des Lumières, remplacé par l'appel à la raison pure. À la même époque apparaît l'appel à la dérégulation de l'économie par Adam Smith, qui plaide rapidement pour une dérégulation politique, de telle sorte qu'il n'y ait plus d'ingérence de l'État dans le secteur économique. Cet appel à la dérégulation et à la liberté de penser et d'entreprendre s'est progressivement étendu à la société tout entière pour conduire à Mai 68 et à son fameux slogan « Il est interdit d'interdire ». Cette époque connaît l'arrivée de la pilule, les mouvements féministes, la chute du patriarcat. Mai 68 était pourtant un mouvement collectif qui militait pour des valeurs sociales et solidaires fortes. Il n'a jamais voulu se mettre au service de la libéralisation du marché économique. C'était un mouvement au départ porté par les jeunes lycéens et universitaires, motivés par des valeurs sociales engagées, revendiquant plus de liberté de choix, notamment de liberté en matière de sexualité, face aux contraintes imposées par les règles patriarcales encore très en vigueur. Ils revendiquaient le libre arbitre, plus d'autonomie pour les jeunes, et contestaient les abus de pouvoir propres au modèle social de l'époque.

Ils contestaient également le modèle consumériste qui leur était proposé à la suite de l'apparition d'une nouvelle économie centrée sur leurs envies, avec une mode vestimentaire, musicale, culturelle propre, et très fédératrice de mouvements spécifiques à leur âge, côtoyant un discours militant pour le retour à des valeurs essentielles, à la nature, à l'amour, notamment dans le mouvement hippie. Et pourtant, avec la chute revendiquée du patriarcat, Mai 68 a été récupéré par le néolibéralisme qui a surfé sur les revendications à l'autodétermination et à la liberté individuelle de l'époque pour renforcer l'individualisme du chacun pour soi et s'imposer un peu plus comme nouveau référent.

Dans ses livres *Un monde sans limites* puis *Un monde sans limites*, Jean-Pierre Lebrun dresse le bilan de l'impact de la dérégulation néolibérale actuelle sur la construction du psychisme des individus.

Pour lui, la société néolibérale place tout le monde sur un même pied d'égalité, en prônant un individualisme à outrance centré sur la satisfaction du désir de chacun. Les pulsions primaires sont ainsi valorisées, décomplexées, puisque, selon ce modèle postmoderne, ce sont les égoïsmes individuels qui conduiront à l'enrichissement du collectif. Dans cette horizontalité, *les grands sujets*, les dieux, les rois, la nation, ont été balayés, et les figures d'autorité ont perdu leur légitimité symbolique. Il n'est plus possible d'occuper un poste à responsabilité, ce qu'il appelle *la place d'exception*, garante de l'autorité. Cette place d'exception est devenue difficile, voire impossible à occuper, car elle est vécue comme étant une restriction à la liberté de chacun.

Elle est remplacée dans tous les domaines de la société par un management désengagé, où, à défaut d'interdire, on empêche : plus personne n'incarne la règle, mais les oppositions et revendications n'aboutissent tout simplement pas par défaut d'interlocuteurs. C'est ce que le sociologue Alain Eraly appelle la société de la *déflexion*. Les cadres des entreprises se déchargent de leur autorité sur des facteurs extérieurs, invoquant le chiffre d'affaires ou les objectifs à atteindre décidés par les actionnaires, en n'assumant plus leur responsabilité dans les décisions prises face au collectif. Les directeurs tendent également à se décharger sur les cadres intermédiaires du poids des prises des décisions, ceux-ci étant mis sous la pression de la rentabilité exigée par des conseils d'administration centrés exclusivement sur les chiffres, mais de plus en plus décalés de la réalité du terrain. C'est la société du pragmatisme, où seul compte le résultat, peu importe le moyen de l'obtenir, laissant un vide symbolique majeur.

Pourtant, occuper la place d'exception et avoir la responsabilité de la gestion du collectif entraînent une manière de penser différente chez le décideur par rapport à celui qui ne doit choisir que dans son intérêt personnel. Il doit pouvoir porter la fonction tranchante et décider dans l'intérêt du collectif, et non en fonction de son propre chef. Mais cette position est de plus en plus mise à mal par la suppression de la dissymétrie des places. La fonction tranchante – le pouvoir décisionnel

– est de plus en plus souvent prise comme étant un abus de pouvoir intolérable qui limite la liberté individuelle, tandis qu’il est attendu maintenant de l’autorité qu’elle veille sur le bien-être de chacun. Le collectif et celui qui incarne la place d’exception pour lui servir de base structurante et contenante sont ainsi déniés.

Le néolibéralisme nous affranchit aujourd’hui de ce qui fait limite, laissant ainsi un trou dans la symbolisation de ce qui fonde notre propre humanité. La fonction paternelle structurante, limitante, cadrante, introduisant au collectif, est refusée, et la fonction maternelle risque, selon Jean-Pierre Lebrun, de devenir le seul référent en matière de « bonne autorité » : une autorité qui a comme fonction le souci de l’autre de manière inconditionnelle. Dans le monde professionnel, ce modèle est très présent dans les revendications syndicales et salariales : le patron est sommé de veiller au bien-être de chacun de ses employés, tandis que toute prise de position autoritaire est vécue comme abusive et non structurante. Il est devenu difficile de faire équipe dans le monde professionnel, mais également en famille.

Ce changement de paradigme a évolué sur trois générations depuis Mai 68. La première génération s’est libérée de la loi du père en la refusant et en s’y opposant, la seconde a pu se contenter de l’ignorer, tandis qu’elle ne fait plus sens pour la troisième. Les rôles parentaux, auparavant distribués traditionnellement en s’appuyant sur la différence des sexes, ne se répartissent plus aujourd’hui selon ces critères. L’autorité parentale est conjointe, de même que les rôles parentaux. Les liens familiaux et sociaux se sont délités. La mère se retrouve de plus en plus souvent seule, isolée et chargée de devoir assumer les deux fonctions parentales, pourtant contradictoires, mais complémentaires.

Nombre de parents, de pères et de mères y arrivent bien sûr. Il n’est pas question de défendre le modèle patriarcal et ses abus. Les femmes ont longtemps été cantonnées à la maternité comme seul rôle social et modèle d’épanouissement personnel autorisé, limité au seul territoire de la maison. Ce modèle a façonné un amour maternel

inconditionnel limité à l’intime domestique et à la relation fusionnelle mère-enfant. Maintenant que les femmes ont gagné en égalité, qu’elles ont accès au travail et à l’espace public, bien que les plafonds de verre, les inégalités salariales et le harcèlement de rue persistent, elles remplissent à leur tour la fonction anciennement dite paternelle. Après une première période fusionnelle à la naissance du nourrisson, quand elles reprennent leurs activités sociales, elles soutiennent l’expérience de l’absence chez leur enfant, l’introduisent à l’amour conditionnel et à la vie en société, avec succès. Mais avec moins de référents portés anciennement par la tradition patriarcale, les parents doivent choisir leurs modèles éducatifs dans une complémentarité créative, parfois avec grande difficulté et confusion. Ils appartiennent de plus à la deuxième génération après Mai 68 et sont eux-mêmes souvent déjà en difficulté dans leur rapport à la loi et à l’autorité. Ils ne savent plus que faire pour bien faire face aux nombreux modèles contradictoires qui leur sont aujourd’hui proposés.

Dans une éducation et un système social qui ne mettent pas de frein à la toute-puissance infantile, ce fonctionnement psychique régressif ne peut perdurer que s’il évite la confrontation au réel et à sa frustration. C’est ainsi que se développe de plus en plus une clinique de la phobie, de l’opposition passive et des conduites d’évitement.

L’autre ne faisant plus sens, ce ne sont plus les conduites d’opposition adolescentes qui se manifestent dans la clinique, mais des attitudes de *récusation* : l’existence de l’autre est déniée. Ainsi, dans les phobies scolaires par exemple, les enfants et adolescents ne s’opposent plus à l’école : ils refusent simplement de la prendre encore en considération. L’obligation scolaire et la référence à la loi sociale ne font plus sens pour eux, ni parfois pour leurs parents, puisqu’elles ne leur « correspondent pas ». Cette récusation s’est trouvée renforcée par les mesures sanitaires pendant le Covid, qui a rendu l’école par moments « non essentielle ».

La récusation de l’autre et du social est accompagnée d’une victimisation : le social est tenu pour responsable

de la défection de l'individu, puisque celui-ci se sent stigmatisé et non reconnu par cette société. Le collectif n'a plus de légitimité en soi, il est cantonné à un rôle de reconnaissance face à l'individu qui revendique le droit à l'autodétermination, récusant toute forme de devoir ou de dette envers la communauté, et se revendiquant discriminé si ses exigences personnelles ne sont pas rencontrées. L'hyperdémocratie actuelle participe et renforce cette évolution en légiférant le droit des individus et des minorités à l'autodétermination et en l'imposant au collectif, accélérant ainsi la déliaison sociale et la perte de la notion de valeurs et de vertus communes.

Pourtant, face au discours des minorités très actives, en lutte contre ce qu'elles estiment être de la discrimination, et qui exigent la modification, voire la disparition pure et simple des normes sociales, il existe un principe qui devrait être pris en compte : il y a une démarcation importante entre l'acceptation de la différence d'une part, et la promotion de cette même différence, d'autre part, quand celle-ci se déroule aux dépens de ce qui structure le commun et permet le vivre ensemble. Aujourd'hui, ce qui fait commun est refusé au profit des particularismes de chacun, et le lien social se délite au profit des ego individuels. C'est la nature même du contrat social de Rousseau qui est refusée : l'individu s'oppose dorénavant au sacrifice de sa liberté et ses droits individuels pour se soumettre à la loi sociale, qui garantissait pourtant l'égalité et la justice sociale pour tous, et participait aussi à l'humanisation de chacun.

Il est important d'arriver à faire la distinction entre, d'une part, un mouvement social qui dénonce les discriminations de classe, de genre, de culture, mais qui continue à s'inscrire dans une démarche collective, et, d'autre part, les revendications individualistes qui ne défendent que l'intérêt de chacun aux dépens de ce même collectif. Il est clair que le modèle du patriarcat a fait son temps. Il a généré de multiples abus contre toute personne n'étant pas un homme blanc occidental de classe sociale aisée, catégorie sociale qui ne constitue d'ailleurs qu'une très petite part de l'humanité. Difficile de se dire humaniste aujourd'hui en ne considérant pas toute personne à

parts égales. Les modèles de société issus du siècle des Lumières restent pertinents s'ils sont appliqués à l'ensemble de la société. Les rejeter, sous prétexte que leur mise en application a été pervertie par le contexte historique de leur époque, et soutenir en réaction un modèle social qui prône l'individualisme forcené comme seule valeur acceptable, c'est encore plus dangereux et source d'injustices.

### **Néolibéralisme et néo-civilisation**

Nous voici en présence d'une nouvelle religion, d'un nouveau récit, qui ne contient plus les pulsions encouragées par le striatum, et qui a une portée universelle, puisque notre économie s'est mondialisée, généralisant le modèle néolibéral à tous les secteurs de la société, et ce, sur tous les continents. Ce nouveau récit est devenu commun à l'ensemble de l'humanité, l'encourageant à un comportement de recherche de profit maximal.

Si l'humanité est considérée dans son ensemble, constituant une entité en soi, comme le pré suppose Sébastien Bohler dans son livre *Human Psycho*, à quelle dynamique répond-elle ? Comment se comporte par exemple l'humanité face aux défis du réchauffement climatique et de ses conséquences multiples ? Comment se positionne-t-elle face au réel de la limitation des ressources naturelles, de l'extinction de masse, de la destruction de la biodiversité, de la pénurie annoncée de l'eau potable et d'autres catastrophes naturelles ? L'humanité se comporte comme une entité à l'ego surdimensionné, obsédée par le contrôle et la manipulation de son environnement, dénuée d'empathie pour la nature et impulsive dans ses prises de décision.

L'humanité s'est depuis toujours distinguée du reste de la nature, à laquelle elle s'estime supérieure et qu'elle considère comme lui étant asservie. Les grands récits religieux illustrent d'ailleurs comment Dieu a créé l'univers, la terre, la faune et la flore, pour ensuite l'offrir à sa dernière création, l'homme, fait à son image. L'ego de l'humanité s'y exprime clairement. L'humain, une fois organisé en grands groupes sociaux, s'est rapidement révélé comme étant le plus grand prédateur de l'histoire

de la terre. À l'époque des grandes glaciations et des grandes migrations, dès que *Sapiens* colonisait un nouveau territoire s'ensuivait une extinction de masse touchant les plus grands animaux qui y vivaient. L'humanité a rapidement asservi la faune et la flore pour répondre à ses besoins, sans culpabilité ni empathie pour les animaux, considérés comme produits d'exploitation dès le développement de l'élevage au néolithique. L'humanité se comporte de manière à acquérir plus de pouvoir, plus de richesse, sans prise en compte des conséquences de cette exploitation à outrance, ni sur le plan humain ni sur le plan environnemental, de manière très impulsive, sans grande réflexion ni planification jusqu'à présent. Il existe bien des mouvements en faveur du climat, de la préservation des espèces, de la nature et du respect des populations, mais ce sont encore des exceptions qui n'ont malheureusement qu'un impact trop limité à l'échelle du monde. Prise dans son ensemble, l'humanité ne cesse d'accélérer l'exploitation de masse de la planète dans la recherche d'un profit immédiat, sans considération pour les conséquences à moyen terme. Le néolibéralisme a accéléré cette dérive en promouvant et légitimant la dérégulation des marchés et l'exploitation industrielle et économique sans limites et sans règle.

Aujourd'hui, nous sommes au bord de la faillite à laquelle le système néolibéral nous a conduits. La croissance infinie sur laquelle toute notre économie repose est confrontée à la finitude de notre environnement. Le réchauffement climatique et la sixième extinction de masse qui s'annoncent jettent le doute sur la validité du mythe qui sous-tend la religion du Divin Marché. Mais quitter un récit ne nous en débarrassera pas, il ne nous conduira qu'à en adopter un autre, en espérant que celui-ci soit plus adapté à la situation actuelle.

Pour Sébastien Bohler, docteur en neurosciences, seule l'empathie semble capable de contenir le fonctionnement égocentré, abusif, sans culpabilité et impulsif qu'a développé l'entité humanité vis-à-vis de la nature. Pour mettre fin à l'exploitation abusive des ressources naturelles, qui nous conduit actuellement droit dans le mur, il faudrait agir sur ce fonctionnement en contraignant

l'humanité par de nouveaux récits, de nouvelles normes, de nouvelles règles soutenues par l'empathie, et de nouvelles considérations pour le vivant.

Il propose de commencer par travailler sur le récit qui participe au sentiment de supériorité de l'humanité sur la nature. Il propose ensuite d'édicter des lois qui empêchent l'attitude abusive de l'humanité en lui imposant une gestion écoresponsable. Pour freiner l'absence de culpabilité, Sébastien Bohler propose de travailler sur l'empathie pour les éléments de la nature et de la traduire en textes législatifs qui feraient des écosystèmes des sujets de droit. Enfin, pour pallier l'impulsivité, il propose de développer des systèmes de projection des conséquences de toute demande d'exploitation permettant de n'accorder de visa qu'aux projets écoresponsables.

Ainsi, si on se réfère à la théorie des récits de Yuval Noha Harari, il propose de fixer un cadre moral et légal qui prenne la nature en considération et qui l'intègre à notre ordre imaginaire en tant que sujet de droit, qui ait ses représentants légaux au sein de nos institutions.

Dans les faits, la notion d'écocide développée dans les conférences internationales pour le climat commence à apparaître, mais elle doit encore être traduite en textes de lois, processus très frileux et peu efficient actuellement.

Il s'agit pourtant de pallier l'absence de grand sujet, de figure d'autorité, dans notre système néolibéral, pour reconstruire le cadre moral qui lui manque, et contenir ainsi nos pulsions primitives purement égoïstes, et, à ce titre, destructrices quand elles s'appliquent à l'humanité tout entière. La notion d'empathie semble déterminante pour arriver à cette révolution civilisationnelle, car, à côté de l'exploitation des ressources naturelles, notre système commence également à arriver au bout de ses capacités d'exploitation des ressources humaines.

La multiplication des situations de burn out professionnel le démontre largement. Dans notre système néolibéral, l'humain n'est plus considéré que comme un outil de production. Son vécu, ses émotions, la perception

de son travail et ses besoins de reconnaissance et de sens ne sont plus pris en considération. Les situations absurdes se multiplient, particulièrement dans un système de gestion à court terme et de recherche des profits maximaux. Les situations de conflits liés à une perte de sens et la recherche d'un dépassement personnel infini conduisent à un épuisement des salariés dans le secteur marchand, tandis que les situations de conflits éthiques se multiplient dans les domaines de l'enseignement, du soin, de la justice, dans les secteurs non marchands de manière générale. Le personnel soignant, les enseignants, les juges, tous les intervenants de ces secteurs dénoncent une détérioration des conditions de travail, alliant une perte de moyens essentiellement humains avec une augmentation des exigences quantitatives, voire qualitatives. Le nombre d'enfants par classe augmente, mais il est aussi demandé à l'enseignant de dispenser des cours de plus en plus individualisés pour tenir compte du besoin et du rythme de chacun. Le personnel soignant a une charge de travail qui augmente et se technicise de plus en plus, conduisant à devoir y sacrifier l'humain. La justice doit prioriser les dossiers, ce qui place les juges face à des conflits moraux insupportables.

Les enfants et les adolescents sont directement impactés par cette évolution sociétale au travers de leurs études, et en remarquent les dégâts chez leurs enseignants et leurs parents. Ils ne sont pas dupes : il manque aujourd'hui des enseignants dans toutes les écoles, dans toutes les classes, tous les adolescents y sont confrontés. Ils connaissent tous la notion de burn out, ils ressentent la déshumanisation qui est dénoncée par les adultes qui les entoure, ils en subissent eux-mêmes les conséquences à l'école, voire en famille, et nombre d'entre eux se questionnent sur la viabilité tant humaine que climatique du monde que nous nous apprêtons à leur transmettre.

Développer nos capacités d'empathie semble essentiel, mais l'acquisition de cette compétence passe aussi par un travail d'éducation. Si l'empathie semble innée chez l'enfant, elle apparaît également peu morale à l'état

brut : par exemple, l'enfant développe plus d'empathie pour celui qui lui ressemble physiquement, tandis qu'il va assigner de mauvaises intentions à celui qui est différent. Les dérives potentielles sont évidentes. Autre exemple : sans avoir fait l'expérience de la rencontre de l'autre dans sa spécificité émotionnelle, un individu peut se penser très empathique alors qu'il projette simplement son ressenti sur l'autre et se limite à éprouver de la sympathie. L'empathie est un phénomène complexe qui implique la capacité d'identifier les besoins de l'autre et ainsi de pouvoir y répondre, mais elle repose également sur notre implication émotionnelle, notre capacité à éprouver l'émotion de l'autre, à se mettre à sa place, à comprendre son point de vue, et à nouer un lien de réciprocité. Elle nécessite donc de développer la capacité de s'identifier à l'autre, mais également de pouvoir adopter un point de vue différent et, enfin, d'accepter de s'engager dans un enjeu de réciprocité en acceptant d'apprendre sur soi de l'autre. Une fois de plus, notre capacité d'empathie ne sera au service du vivre ensemble, dans une attitude respectueuse de l'autre et de la nature, qu'une fois développée et entraînée par une éducation adaptée.

En revanche, dans un système déshumanisant, prédateur, centré sur la rentabilité, les capacités d'empathie sont atteintes, voire détruites, afin de préserver l'individu d'une source de souffrance supplémentaire au contact de l'autre. Ce phénomène est bien connu dans la déshumanisation des soins en milieu hospitalier et en maison de repos, ou dans le harcèlement scolaire. L'infirmière surchargée de travail ne peut plus se permettre d'être en empathie avec des patients dont elle ne peut soulager les souffrances par manque de temps pour se prêter à l'écoute bienveillante dont ils ont besoin ; l'élève qui est en présence d'un harcèlement scolaire et qui a peur d'en être à son tour la cible s'il le dénonce va se détourner de la victime pour ne pas en souffrir.

Dans une société en défaut d'empathie, les jeunes en sont également les victimes.

## Vers un nouvel enseignement

Plusieurs indicateurs nous informent que nous arrivons progressivement au terme de notre modèle sociétal. Nous sommes rattrapés par le réel, et l'existence d'une limite aux ressources tant naturelles qu'humaines. Le grand récit du Divin Marché arrive peut-être à son point de rupture, nous sommes sans doute à la veille d'un changement civilisationnel. Cette situation est source de grande angoisse et de recherche de réassurance chez les jeunes. Les uns décrochent de la vie que nous leur proposons, n'y voyant plus de sens ni de futur enviable, les autres se laissent séduire par des discours populistes, radicalisés ou idéalisés qui les prennent en otage et les instrumentalisent à leur profit, leur faisant croire à une solution simple et accessible ou à un bonheur garanti.

Il apparaît aujourd'hui essentiel d'entendre le désarroi des jeunes et d'y répondre. Il ne suffit plus de leur dire de retourner à l'école et de se contenter de travailler sans penser au lendemain. Ce message serait en droite ligne du grand récit néolibéral qui nous a justement conduits au seuil de notre civilisation. Les jeunes ne s'y trompent plus.

Le monde politique craint particulièrement que des mouvements de jeunes reprennent et que ceux-ci descendent dans la rue pour revendiquer le changement, car les jeunes fédèrent autour d'eux. Ils sont de formidables mobilisateurs de masse et sont capables d'entraîner avec eux toute la société. Il est remarquable de voir combien les jeunes, pourtant impulsifs par nature, arrivent à se fédérer et à transcender leurs différences sociales pour manifester en faveur de la préservation du climat, ou en faveur des valeurs démocratiques en dénonçant les violences policières abusives. Ils se montrent sur ces points plus engagés que leurs parents et dénoncent les attitudes démissionnaires des décideurs politiques et des industriels. Ils ne revendiquent pas pour leur pouvoir d'achat, et sont donc difficiles à calmer et à contrôler par de belles promesses. Quand les jeunes descendent dans la rue, le monde politique tremble, le monde économique s'inquiète, car la société tout entière peut basculer.

Outils les jeunes pour qu'ils puissent être les acteurs du changement de la manière la plus éclairée repose sur notre responsabilité d'adultes.

Il est temps de réenchâter le monde et de faire le tri dans les grands récits qui se sont succédé dans l'histoire de notre humanité pour décider de notre héritage.

Tous les auteurs cités évoquent la nécessité pour l'être humain de s'humaniser par un enseignement adapté.

Les neurosciences ont démontré l'existence de zones cérébrales très pulsionnelles, centrées sur les cinq priorités instinctuelles que sont la recherche de nourriture, la sexualité, la recherche de connaissance, la recherche de pouvoir et la recherche du moindre effort. Cette zone cérébrale n'a pas de conscience et conduit à des comportements violents, égo-centrés et sociaux si elle n'est pas régulée. Elle doit être inhibée par la région cortico-frontale du cerveau, siège de la planification, de la réflexion et de la conscience. Mais cette zone cérébrale nécessite un apprentissage pour se développer.

Ces observations neurocognitives confirment ce que les philosophes de l'Antiquité avaient déjà observé et conclu : la nécessité d'apprendre à réguler nos émotions. Le but de l'école était centré sur cet objectif, dans l'espoir qu'en plus de cet objectif premier, l'élève dépasse le maître et participe ainsi à une évolution sociétale.

Les Lumières s'appuient également sur l'apprentissage pour construire un individu libéré de tout dogme, capable de penser par lui-même de manière éclairée et de vivre en société de manière respectueuse et harmonieuse, en bonne intelligence avec les autres. L'apprentissage des sciences de la nature permet à chacun de comprendre le monde qui l'entoure en dehors des dogmes, tout en étant conscient de la nécessité de tenir compte des biais liés à l'observateur, et de développer ainsi un esprit critique éclairé, et non un esprit complotiste ou dans le déni du réel. L'apprentissage de la morale permet de développer une capacité de juger qui soit souple et complexe, et qui intègre ces différents éléments.

Enfin, la compréhension du Pacte social permet le vivre ensemble et garantit une même liberté et égalité pour tous, pour autant que chacun renonce à ses intérêts particuliers et donne la priorité aux intérêts généraux, sous l'autorité du peuple souverain. L'autorité est ainsi au service du collectif et a du sens.

Le fait d'apprendre que nos sociétés sont des ordres imaginaires structurés sur de grands récits donne tout à coup un sens différent à l'apprentissage de notre histoire. Permettre aux jeunes de comprendre comment nos sociétés ont progressé et quelle a été l'évolution de leurs valeurs leur offrirait à terme la possibilité d'en faire le tri. Chaque grand récit porte en lui sa part de dogme et de morale, en ce compris l'ancien récit du patriarcat et le nouveau récit du néolibéralisme. Ces récits sont actuellement remis en question par la réalité du réchauffement climatique, la limitation des ressources naturelles et humaines, la crise démocratique, la crise énergétique. Ils sont également bousculés par la question du genre, du féminisme, des mouvements LGBTQIA+, et autres mouvements pour la défense des minorités. Il est important de fournir aux jeunes les outils leur permettant d'en comprendre les enjeux, sans céder au chant des sirènes.

L'école de la connaissance de soi passe par une école qui laisse place à la créativité et à la possibilité de se construire un récit de soi, qui apporte du sens, de la valorisation, de la reconnaissance, un sentiment d'appartenance et d'acceptation de soi par les autres, un bagage langagier et culturel suffisant que pour pouvoir se penser. Cette école permettra alors de lutter contre le phénomène de la radicalisation des jeunes.

L'école de l'empathie pourrait également être au service du vivre ensemble. Pour Serge Tisseron, il est nécessaire de nous éduquer à l'empathie. Cette compétence est en grande partie acquise. Il s'agit d'apprendre à l'enfant et à l'adolescent qu'il existe des points de vue différents du sien au travers d'expériences partagées, suivies de débats et de temps d'expression des émotions en groupe. La littérature permet de s'ouvrir à des points de vue différents et d'apprendre d'autrui. Enfin, le travail

collaboratif en groupe autour de projets communs est également un formidable outil pour autant que l'enseignant y soit formé. Il est d'autant plus important de tenir compte du fonctionnement de notre empathie et d'en soutenir son développement que nous évoluons de plus en plus dans des sociétés multiculturelles. Le risque du repli identitaire, communautaire ou idéologique, soutenu par notre tendance naturelle à préférer ceux qui nous ressemblent et à attribuer des motivations négatives à ceux dont nous nous sentons différents, est grand. Il est donc essentiel de lutter contre cette tendance naturelle par l'apprentissage, à nouveau nécessaire à notre humanisation. Il est fondamental de soutenir chez les enfants la capacité à faire place à la différence de l'autre afin que celui-ci se sente accueilli au sein d'une communauté sans devoir passer par un discours égocentré, autoréférencé, discriminatoire, revendiquant la disparition de toute norme pour pouvoir se sentir accepté.

Enfin, il est important d'outiller les jeunes face aux nouvelles technologies et au développement rapide de l'intelligence artificielle. L'acquisition de connaissances en matière de programmation, robotique, codage et esprit critique est devenue indispensable pour pouvoir continuer à faire la distinction entre le vrai et le faux, détecter les dérives manipulatoires, et comprendre le fonctionnement des algorithmes et des robots. Nous devons comprendre notre tendance à l'anthropomorphisme pour éviter les pièges de la dépendance affective aux robots dits « empathiques » et ne pas les préférer en définitive aux autres humains. Nous devons apprendre à trier les informations et lutter contre notre tendance à privilégier celles qui sont mobilisatrices d'émotions aux dépens de celles qui reposent sur la raison.

Il s'agit ainsi de quitter le modèle de l'école de la rivalité, où seule compte la performance chiffrée, qui encourage l'individualisme, la loi du plus fort, le chacun pour soi, et privilégie la simple restitution de la matière à la créativité et à l'esprit critique.

Il est devenu indispensable de généraliser l'apprentissage des sciences humaines, qui enseignent aux

jeunes l'art de se comprendre, de comprendre l'autre, de s'ouvrir à l'esprit critique et argumenté, à la diversité des opinions, à la tolérance, dans la limite de l'intérêt du collectif. La vie du groupe-classe doit être encouragée et encadrée au travers de travaux et de projets communs, véritablement accompagnés par l'enseignant. Le travail de groupe s'apprend, il n'est pas inné, il ne suffit pas de donner une consigne et de laisser ensuite les élèves se débrouiller seuls. Il s'agit d'accompagner les élèves dans la construction d'un projet collectif, au sein duquel chacun a son rôle, dans un rythme alternant le temps individuel et le temps de la remise en commun, et où les inévitables tensions sont l'occasion de l'apprentissage de la résolution des conflits par l'expression de chacun, l'écoute de l'autre, la recherche de dialogue et la construction de compromis.

L'enseignement collaboratif, où les plus âgés expliquent aux plus jeunes la matière à comprendre, donne également d'excellents résultats. Les plus âgés ne se contentent pas d'intégrer la matière, ils doivent arriver à la restituer pour l'expliquer à autrui, ce qui nécessite une acquisition d'autant plus profonde. Il leur faut se mettre au diapason de l'élève auquel ils expliquent le cours, ce qui est un excellent exercice d'empathie. La collaboration est valorisée, de même que les différences, vécues comme complémentaires, et non dans l'opposition. Les valeurs relationnelles et humaines sont privilégiées. Les situations de harcèlement scolaire sont nettement moins fréquentes que dans notre système scolaire actuel et les résultats académiques meilleurs. Les valeurs démocratiques sont expérimentées et prennent sens, bien plus que dans un cours de citoyenneté *ex cathedra*.

Des mouvements citoyens se sont développés en parallèle au néolibéralisme, au service d'une consommation plus respectueuse de l'environnement, des producteurs, au service du vivre ensemble et des personnes en marge de notre système social, tentant d'apporter un peu d'humanité là où elle manque de plus en plus. Ces mouvements méritent d'être valorisés, reconnus, par les médias, les politiques et les écoles. Les expérimenter et les connaître, cela devrait faire partie de notre éducation

de base, car ils sont porteurs de valeurs et d'espoir, et donnent du sens à ce qui est vécu.

Il est ainsi nécessaire de commencer par revoir la formation des enseignants et nos attentes vis-à-vis du système scolaire. L'instruction actuelle des professeurs est centrée quasi exclusivement sur l'évaluation. Ces temps dévolus aux interrogations, test, contrôles et examens sont extrêmement chronophages, et se substituent à l'apprentissage lui-même. Les enseignants sont tellement tenus de faire des interrogations, contrôles et examens, sur la base desquels ils se sentent évalués eux-mêmes, que la transmission de la matière en devient secondaire.

La compulsion de répétition est forte à l'école : les enseignants répètent ce qu'ils ont connus en tant qu'élèves, il est difficile de faire évoluer un système pétri à ce point d'habitudes. Pourtant, face à un changement civilisationnel, il est illusoire d'espérer un enseignement performant s'il n'évolue pas lui-même.

Les jeunes souffrent en fait aujourd'hui de la maladie de notre société actuelle. Le petit d'Homme a besoin d'être humanisé à travers une éducation appropriée pour devenir un être sociable capable de vivre avec les autres, et trouver du sens à sa vie. Notre société semble avoir, elle aussi, besoin d'être réhumanisée, pour rééquilibrer les priorités du vivre ensemble et être capable d'offrir, entre autres à ses jeunes, le cadre, l'espoir et le sens dont ils ont besoin pour vivre. Donnons-leur les outils d'une réhumanisation qui ait un avenir. Face aux nouveaux enjeux de ce monde, il nous faut une nouvelle équité sociale pour les adultes et une nouvelle école pour les jeunes.

## Bibliographie

- Bohler S., *Le bug humain – Pourquoi notre cerveau nous pousse à détruire la planète et comment l'en empêcher*, Pocket, 2020.
- Bohler S., *Human Psycho – Comment l'humanité est devenue l'espèce la plus dangereuse de la planète*, Pocket, 2022.
- Dr Catheline N., *Guide de prévention du ministère de l'Éducation nationale française*, 2011.
- Dufour D.-R., *Le Divin Marché : la révolution culturelle libérale*, Folio essais, 2007.
- Dufour D.-R., *L'individu qui vient... après le libéralisme*, Folio essais, 2011.
- Eliacheff C. et Masson C., *La fabrique de l'enfant transgenre. Comment protéger les mineurs d'un scandale sanitaire ?*, Éd. de L'Observatoire/Humensis, 2022.
- Gazzaniga M., *Le libre arbitre et la science du cerveau*, Odile Jacob, 2011.
- Harari Yuval N., *Sapiens : une brève histoire de l'humanité*, Albin Michel, 2015.
- Harari Yuval N., *Homo Deus : une brève histoire du futur*, Albin Michel, 2017.
- Harari Yuval N., *21 leçons pour le XXI<sup>e</sup> siècle*, Albin Michel, 2018.
- Kant, *Fondements de la métaphysique des mœurs*, 1785.
- Lebrun J.-P., *Un monde sans limites*, Érès, 2009.
- Lebrun J.-P., *Un immonde sans limites*, Érès, 2020.
- Lebrun J.-P., *Réinventer l'autorité*, Érès, 2021.
- Lebrun J.-P., « Je préférerais pas » : grandir est-il encore à l'ordre du jour ?, Érès, 2022.
- Tisseron S., *3-6-9-12. Apprivoiser les écrans et grandir*, Érès, 2013.
- Tisseron S., *Empathie et manipulations : les pièges de la compassion*, Albin Michel, 2017.
- Tisseron S., *Le déni ou la fabrique de l'aveuglement*, Albin Michel, 2022.
- Van Meerbeeck Ph., *Ados en quête de sens d'hier à demain*, La Renaissance du Livre, 2023.
- Rapport de la Commission européenne et de l'OCDE : « Health at a Glance: Europe 2022 : State of Health in the EU cycle » : <https://doi.org/10.1787/105433b0-en>, OECD Publishing, Paris, 2022.
- Rapport du HCFEA, Conseil de l'enfance et de l'adolescence : « Quand les enfants vont mal, comment les aider ? », [https://read.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/health-at-a-glance-europe-2022\\_507433b0-en#page4](https://read.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/health-at-a-glance-europe-2022_507433b0-en#page4), 7 mars 2023.

## Pour approfondir le sujet

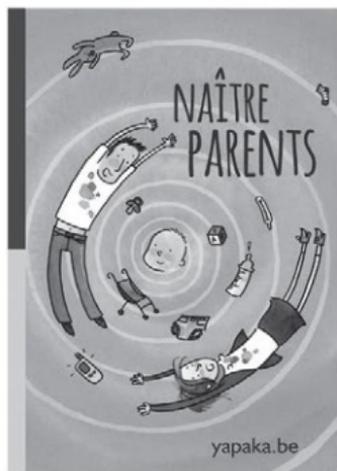


- 🎬 · Comment penser l'adolescence dans un monde en crise ?, avec Sophie Maes
- L'adolescence fragilisée, à l'image de l'état du monde en crise, avec Michèle Benhaïm
- De l'adolescence ordinaire à l'adolescence effondrée en reflet du monde en crise, avec Michèle Benhaïm
- L'école a-t-elle un rôle à jouer dans la santé mentale des jeunes ?, avec Sophie Maes
- Comment renouer avec l'adolescent en décrochage ?, avec Sophie Maes
- Quand tout paraît perdu, quelle voie de réenchangement pour l'adolescence ?, avec Sophie Maes
- Quelles sont les vertus de la musique pour l'adolescent anxieux, en dépression ?, avec Philippe Bouteloup
- ...
- 📖 · Covid-19 : l'impact sur la santé mentale des jeunes, Sophie Maes
- Adolescence en temps de Covid-19 entre crise-passions et crispations, Aurore Mairy
- Jeunes et radicalisations, David Le Breton
- À l'adolescence, s'engager pour exister, Marie Rose Moro, Adrien Lenjalley
- Du déclin au réveil de l'intérêt général, Dany-Robert Dufour
- ...
- 🗣️ · Traces de la crise sanitaire au mouvement de l'adolescence : comment accompagner les jeunes au retour de l'été ?
- Quand les crises et l'incertitude fragilisent l'adolescent
- ...

# Les livres de yapaka

En Belgique uniquement

disponibles gratuitement au 0800/20 000 ou [infos@cfwb.be](mailto:infos@cfwb.be)



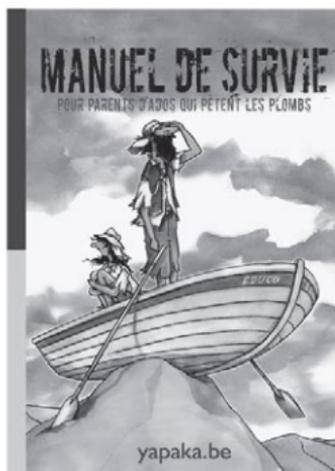
POUR LES PARENTS D'ENFANTS DE 0 À 2 ANS



POUR LES PARENTS D'ENFANTS



POUR LES PARENTS D'ENFANTS



POUR LES PARENTS D'ADOS



POUR LES ENFANTS



POUR LES ADOS DE 12 À 15 ANS